MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PROJET

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

101ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION DU REFECTOIRE DE L'ICET – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location du réfectoire de l'ICET présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la salle de l'ICET est une salle communale, mise à disposition de tiers ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités de mise à disposition ainsi que le montant de la redevance de location ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location du réfectoire de l'ICET.

Article 2 - La redevance est due par tout preneur à qui l'autorisation d'utiliser les locaux a été délivrée.

Article 3 - La redevance est fixée à 450 € par location d'une durée inférieure ou égale à 24h.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 - Les montants dus seront facturés à charge du preneur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 6 - Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés à prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

102ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA LOCATION DU REFECTOIRE DE L'ICET**

Le Conseil communal

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif à la location du réfectoire de l'ICET adopté par le Conseil communal le 12 octobre 2015 ;

Vu le règlement redevance relatif à la location du réfectoire de l'ICET présenté en cette même séance ;

Vu l'importance d'encadrer l'utilisation des infrastructures communales pour garantir leur bon usage ;

Attendu qu'il est essentiel d'encadrer la mise en location du réfectoire de l'Institut Communal d'Enseignement Technique (ICET) par un règlement clair et structuré ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

DECIDE

Article 1 - Le réfectoire de l'ICET est mis en location à toute personne morale, privée ou publique, qui en fait la demande par écrit.

Article 2 - Nul ne peut disposer, pour quelque raison que ce soit, de ce local sans l'autorisation préalable et expresse du Collège communal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 3 - Il sera fait des locaux un usage modéré en fonction de leur structure initiale et sans altérer l'affectation première des lieux. Le preneur veillera à ce qu'il en soit disposé "en bon père de famille" et à ce qu'aucune dégradation n'y soit commise.

Article 4 - La location concerne uniquement le réfectoire de l'ICET. Il n'y aura dès lors aucun accès aux cuisines situées à l'arrière de la salle (à l'exception de l'accès à la petite cuisine où seuls l'évier pour la vaisselle et le plan de travail pourront être utilisés).

Article 5 - Il est interdit de cuire quelque denrée que ce soit dans la salle. L'utilisation des friteuses, frigos (à l'exception des frigos mis à disposition dans le réfectoire), congélateur, lave-vaisselle et gazinière est prohibée. Seuls l'évier pour la vaisselle et le plan de travail de la cuisine peuvent être utilisés. Les casseroles, couverts et assiettes ne sont pas mis à disposition.

Article 6 - Le preneur est tenu de se conformer strictement aux termes de cette autorisation, tant en ce qui concerne l'objet de la demande, que du local attribué, la date et la durée de son occupation. Le preneur est, pour le surplus, tenu d'observer les dispositions du présent règlement.

Article 7 - Toute réservation doit obligatoirement être effectuée par écrit auprès de la personne responsable de la salle qui, une fois en possession de tous les renseignements concernant la demande de location, fera passer la demande au Collège Communal pour accord un mois avant l'occupation.

Article 8 - La Ville de Mouscron ne peut être tenue pour responsable de tout problème causé par l'installation, dans le local mis à disposition, de matériel et mobilier divers ne lui appartenant pas et apportés par le preneur. La Ville de Mouscron décline toute responsabilité dans l'organisation et le déroulement des festivités. Le locataire veillera à ne pas déranger le voisinage par du tapage nocturne, notamment au-delà de 22 heures et mettra fin aux festivités à 2 heures au plus tard.

Article 9 - La Ville de Mouscron dégage sa responsabilité quant aux suites dommageables des accidents survenant à des tiers à l'occasion de l'occupation des locaux mis à la disposition du preneur.

Article 10 - Pour ce qui concerne le bâtiment, le preneur est couvert par l'assurance souscrite par la Ville de Mouscron.

Article 11 - Toutes marchandises stockées, tout matériel et tout mobilier étrangers au local mis à disposition et y installés par le preneur doivent être enlevés pour la date convenue lors de la location.
Ces marchandises, matériel et mobilier restent exclusivement sous la surveillance du preneur. Toute disparition ou détérioration pendant l'occupation des locaux et au-delà de la fin de la mise à disposition ne peut être en aucun cas imputée à la Ville de Mouscron.

Article 12 - Le matériel et le mobilier sont disposés par le preneur de façon à ne pas entraver le libre accès aux portes de secours et ce pendant toute la durée de l'occupation du local mis à disposition.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Une surface libre de trois mètres de large devant les sorties de secours doit être respectée.
Ces portes de secours doivent rester libres de toute entrave extérieure.
Les bougies ou les objets engendrant une flamme ou une source de chaleur intense sont interdits dans la salle.
Il est interdit de stocker des matières facilement inflammables et d'utiliser du gaz en bouteilles à l'intérieur du bâtiment.
Le matériel de lutte contre l'incendie (dévidoirs, extincteurs et autres, ...) doit être clairement signalé et facilement accessible. Ce matériel doit pouvoir fonctionner en toutes circonstances.

Article 13 - La capacité maximale de la salle est de 1000 personnes. Néanmoins, la capacité de la salle est limitée à 400 personnes s'il s'agit d'un repas ou, à tout le moins, si des tables et des chaises sont disposées dans ladite salle.

Article 14 - Le preneur disposera des tables et chaises présentes dans le réfectoire. Toute chaise ou table supplémentaire ou tout podium sollicité auprès de la ville de Mouscron feront l'objet d'une facturation complémentaire.

Article 15 - Le Collège communal peut refuser la mise à disposition d'un local à toute personne morale qui, par le passé, ne se serait pas montrée respectueuse des biens communaux.

Article 16 - Le montant de la redevance est fixé dans un règlement-redevance.

Article 17 - Une caution de 150€ devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins quinze jours avant la date de la fête en reprenant la référence suivante : « Caution Réfectoire ICET + le nom du preneur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur. Veuillez noter que la salle ainsi que la disposition du mobilier doivent retrouver leur état initial (rangement).

Article 18 - Le nettoyage de la salle est à charge du preneur. Le preneur se charge également d'évacuer les déchets. A défaut, la Ville se réserve le droit de facturer les coûts liés à cette évacuation, calculés en fonction des quantités et qualités des déchets, des frais de personnel ainsi que des frais de transport.

Article 19 - Tout manquement en matière de dégradation du bâtiment, de rangement, de propreté, ou de nettoyage entraînera une déduction des frais de la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 20 - Il est interdit de fumer au sein de l'établissement. L'utilisation des fumigènes est prohibée.

Article 21 - En quittant les lieux, le locataire prendra contact avec le concierge pour lui remettre les clés.

Article 22 - Protection de la vie privée
La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion liée à la location du réfectoire de l'ICET, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : les instances décisionnaires, le Service de l'Instruction publique, le Service des Finances, le Service de la Planification d'Urgence, les Ateliers communaux en cas de location de matériel complémentaire et, s'il échet, le Service des Assurances. En cas d'incident, les données peuvent également être transmises aux services de police ou de secours.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location du site. Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées dès le terme de celle-ci ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 23 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 12 octobre 2015. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

103ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION DU REFECTOIRE DU CENTRE EDUCATIF EUROPEEN (CEE) – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location du réfectoire du Centre Educatif Européen (CEE) présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la salle du Centre Educatif Européen est une salle communale, mise à disposition de tiers ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités de mise à disposition ainsi que le montant de la redevance de location ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location du réfectoire du Centre Educatif Européen (CEE).

Article 2 - La redevance est due par tout preneur à qui l'autorisation d'utiliser les locaux a été délivrée.

Article 3 - La redevance est fixée à 306 € par location d'une durée inférieure ou égale à 24h.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 - Les montants dus seront facturés à charge du preneur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 6 - Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés à prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

104ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA LOCATION DU REFECTOIRE DU CENTRE EDUCATIF EUROPEEN (CEE)**

Le Conseil communal

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement redevance relatif à la location du réfectoire du Centre Educatif Européen (CEE) présenté en cette même séance ;

Vu l'importance d'encadrer l'utilisation des infrastructures communales pour garantir leur bon usage ;

Attendu qu'il est essentiel d'encadrer la mise en location du réfectoire du Centre Educatif Européen (CEE) par un règlement clair et structuré ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

DECIDE

Article 1 - Le réfectoire du CEE est mis en location à toute personne morale, privée ou publique, qui en fait la demande par écrit.

Article 2 - Nul ne peut disposer, pour quelque raison que ce soit, de ce local sans l'autorisation préalable et expresse du Collège communal.

Article 3 - Il sera fait des locaux un usage modéré en fonction de leur structure initiale et sans altérer l'affectation première des lieux. Le preneur veillera à ce qu'il en soit disposé "en bon père de famille" et à ce qu'aucune dégradation n'y soit commise.

Article 4 - La location concerne uniquement la partie haute du réfectoire du CEE (la partie basse étant occupée par l'Accueil Extra-scolaire).

Article 5 - Il est interdit de cuire quelque denrée que ce soit dans la salle. L'utilisation des friteuses, frigos, lave-vaisselle, bains-marie, lampes chauffantes et gazinière est prohibée. Seuls l'évier pour la vaisselle, le self et les plans de travail de la cuisine pourront être utilisés. Les casseroles, couverts et assiettes ne sont pas mis à disposition.

Article 6 - Le preneur est tenu de se conformer strictement aux termes de cette autorisation, tant en ce qui concerne l'objet de la demande, que du local attribué, la date et la durée de son occupation. Le preneur est, pour le surplus, tenu d'observer les dispositions du présent règlement.

Article 7 - Toute réservation doit obligatoirement être effectuée par écrit auprès de la personne responsable de la salle qui, une fois en possession de tous les renseignements concernant la demande de location, fera passer la demande au Collège Communal pour accord un mois avant l'occupation.

Article 8 - La Ville de Mouscron ne peut être tenue pour responsable de tout problème causé par l'installation, dans le local mis à disposition, de matériel et mobilier divers ne lui appartenant pas et apportés par le preneur. La Ville de Mouscron décline toute responsabilité dans l'organisation et le déroulement des festivités. Le locataire veillera à ne pas déranger le voisinage par du tapage nocturne, notamment au-delà de 22 heures et mettra fin aux festivités à 2 heures au plus tard.

Article 9 - La Ville de Mouscron dégage sa responsabilité quant aux suites dommageables des accidents survenant à des tiers à l'occasion de l'occupation des locaux mis à la disposition du preneur.

Article 10 - Pour ce qui concerne le bâtiment, le preneur est couvert par l'assurance souscrite par la Ville de Mouscron.

Article 11 - Toutes marchandises stockées, tout matériel et tout mobilier étrangers au local mis à disposition et y installés par le preneur doivent être enlevés pour la date convenue lors de la location.
Ces marchandises, matériel et mobilier restent exclusivement sous la surveillance du preneur. Toute disparition ou détérioration pendant l'occupation des locaux et au-delà de la fin de la mise à disposition ne peut être en aucun cas imputée à la Ville de Mouscron.

Article 12 - Le matériel et le mobilier sont disposés par le preneur de façon à ne pas entraver le libre accès aux portes de secours et ce pendant toute la durée de l'occupation du local mis à disposition.
Une surface libre de trois mètres de large devant les sorties de secours doit être respectée.
Ces portes de secours doivent rester libres de toute entrave extérieure.
Les bougies ou les objets engendrant une flamme ou une source de chaleur intense sont interdits dans la salle.
Il est interdit de stocker des matières facilement inflammables et d'utiliser du gaz en bouteilles à l'intérieur du bâtiment.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Le matériel de lutte contre l'incendie (dévidoirs, extincteurs et autres, ...) doit être clairement signalé et facilement accessible. Ce matériel doit pouvoir fonctionner en toutes circonstances.

Article 13 La capacité maximale de la salle est de 220 personnes assises.

Article 14 - Le preneur disposera des tables et chaises présentes dans le réfectoire. Toute chaise ou table supplémentaire ou tout podium sollicité auprès de la ville de Mouscron feront l'objet d'une facturation complémentaire.

Article 15 - Le Collège communal peut refuser la mise à disposition d'un local à toute personne morale qui, par le passé, ne se serait pas montrée respectueuse des biens communaux.

Article 16 - Le montant de la redevance est fixé dans un règlement-redevance.

Article 17 - Une caution de 150€ devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins quinze jours avant la date de la fête en reprenant la référence suivante : « Caution Réfectoire CEE + le nom du preneur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur. Veuillez noter que la salle ainsi que la disposition du mobilier doivent retrouver leur état initial (rangement).

Article 18 - Le nettoyage de la salle est à charge du preneur. Le preneur se charge également d'évacuer les déchets. À défaut, la Ville se réserve le droit de facturer les coûts liés à cette évacuation, calculés en fonction des quantités et qualités des déchets, des frais de personnel ainsi que des frais de transport.

Article 19 - Tout manquement en matière de dégradation du bâtiment, de rangement, de propreté, ou de nettoyage entraînera une déduction des frais de la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 20 - Il est interdit de fumer au sein de l'établissement. L'utilisation des fumigènes est prohibée.

Article 21 - En quittant les lieux, le locataire prendra contact avec le concierge pour lui remettre les clés.

Article 22 - Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion liée à la location du réfectoire du CEE, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

règlement. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : les instances décisionnaires, le Service de l'Instruction publique, le Service des Finances, le Service de la Planification d'Urgence, les Ateliers communaux en cas de location de matériel complémentaire et, s'il échet, le Service des Assurances. En cas d'incident, les données peuvent également être transmises aux services de police ou de secours.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location du site. Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées dès le terme de celle-ci ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 23 - Le présent règlement sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL TRIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

105e

Objet : REDEVANCE SUR LES SACS POUBELLES AUX ARMOIRIES DE LA VILLE ET OUVERTURES DES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE – FIXATION DU PRIX -- EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS.

Le Conseil communal :

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune met en vente, soit directement à l'Administration communale soit par l'intermédiaire des commerces de l'entité, des sacs poubelles à destination de la collecte des déchets ménagers résiduels en porte à porte ;

Considérant que des points d'apport volontaire sont disponibles dans tous les quartiers de l'entité ;

Considérant que l'enlèvement des immondices représente une charge importante pour la commune et que le coût de la gestion des déchets doit être répercuté sur le citoyen en application du principe pollueur-payeur ;

Vu la situation financière de la commune ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la vente de sacs poubelles à l'effigie de la Ville à destination de la collecte des déchets ménagers résiduels en porte à porte ainsi que sur l'ouverture des points d'apport volontaire (uniquement pour les déchets ménagers) (PAV).

Article 2 – Le montant de la redevance s'élève à :

- 25,00 € par rouleau de 20 sacs de 60 litres,
- 12,50 € par rouleau de 10 sacs de 60 litres,
- 12,50 € par rouleau de 20 sacs de 30 litres,
- 1,00 € par ouverture de point d'apport volontaire (uniquement pour les déchets ménagers) (contenance : 60 litres)

Article 3 – La redevance est due par la personne qui acquiert les sacs poubelles ou l'ouverture de points d'apport volontaire. La redevance est payable au comptant, au moment de la délivrance des sacs poubelles, contre remise d'une preuve de paiement ou, pour ce qui concerne les points d'apport volontaire, au moment du chargement de la carte Ipalle d'accès aux recyparcs.

Article 4 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 5 - Réclamation
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours du paiement. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 6 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 7 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 8 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 9 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 10 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

106

Objet : REGLEMENT D'OCTROI DES SACS POUBELLES PREPAYES ET DES BONS D'ACHAT AU « HALL DU TERROIR »

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu le Décret de la Région wallonne du 09 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Vu le règlement relatif à l'octroi des sacs poubelles prépayés et des bons d'achat au « Hall du terroir » adopté par le Conseil communal du 04 novembre 2024 ;

Considérant que la commune doit promouvoir une politique de prévention des déchets tout en luttant contre les incivilités telles que dépôts ou incinérations sauvages ;

Considérant que chaque ménage produit une masse de déchets incompressible et qu'il y a donc lieu de lui fournir un certain nombre de sacs poubelles ;

Vu le règlement-taxe relatif à l'impôt communal sur les immondices pour l'exercice 2026, voté à cette même séance ;

Considérant que certains ménages, qui prônent la politique du « zéro déchet », génèrent peu de déchets et ne tirent donc aucun bénéfice de l'obtention de sacs poubelles gratuits ;

Considérant que le Hall du Terroir, géré par la Ville de Mouscron, propose divers produits (alimentaires ou non) de la région, dans une perspective de développement durable et afin de répondre à la demande des citoyens qui minimisent au maximum leurs déchets ;

Considérant que le redevable aurait donc le choix entre :
- Recevoir des sacs poubelles gratuits en fonction de sa composition de ménage ;
- Recevoir un « bon d'achat » au Hall du Terroir en fonction de sa composition de ménage ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant également que toute personne physique ou morale exerçant une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle aurait le choix entre :
- Recevoir des sacs noirs de la Ville et 1 rouleau de sacs PMC ;
- Recevoir un « bon d'achat » au Hall du Terroir d'une valeur équivalente ;

Considérant que le nombre de sacs octroyés à toute personne physique ou morale exerçant une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle sera fixé selon que le domicile de l'exploitant soit situé sur l'entité de Mouscron ou non ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;
A des voix ;

DECIDE :

Article 1 – A partir du 1er janvier 2026, tout contribuable qui paye la taxe sur les immondices dans le courant de l'exercice recevra :

- Soit des sacs poubelles gratuits en fonction de la composition de son ménage :
  - Isolés, ménages de 2 personnes et ménages en situation de seconde résidence : 10 sacs de 60L + 2 rouleaux de sacs PMC
  - Ménages de 3 et 4 personnes : 16 sacs de 60L + 2 rouleaux de sacs PMC
  - Ménages de 5 et 6 personnes : 26 sacs de 60L + 2 rouleaux de sacs PMC
  - Ménages de 7 personnes et plus : 30 sacs de 60L + 2 rouleaux de sacs PMC

- Soit un bon d'achat au « Hall du Terroir » en fonction de la composition de son ménage :
  - Isolés, ménages de 2 personnes et ménages en situation de seconde résidence : bon d'achat de 18,50€
  - Ménages de 3 et 4 personnes : bon d'achat de 26,00 €
  - Ménages de 5 et 6 personnes : bon d'achat de 38,50 €
  - Ménages de 7 personnes et plus : bon d'achat de 43,50 €

Article 2 – A partir du 1er janvier 2026, tout commerçant qui paye la taxe sur les immondices avant l'échéance reprise sur l'avertissement extrait de rôle au plus tard recevra :

1) Si l'unité d'établissement dont le lieu d'exploitation et le domicile de l'exploitant sont situés sur l'entité de Mouscron :
- Soit 10 sacs poubelles de 60 litres et 1 rouleau de sacs PMC
- Soit un bon d'achat au « Hall du Terroir » de 15,50 €

2) Si l'unité d'établissement située sur l'entité de Mouscron mais dont le domicile de l'exploitant est situé hors entité :
- Soit 20 sacs poubelles de 60 litres et 1 rouleau de sacs PMC
- Soit un bon d'achat au « Hall du Terroir » de 28,00 €

Article 3 – Protection de la vie privée

Dans le cadre de l'application du présent règlement, la Ville de Mouscron, responsable du traitement, traite des données à caractère personnel en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données des contribuables (nom, prénom, adresse postale, composition de ménage, statut de redevable, numéro national) sont utilisées par le Service des Finances de la Ville de Mouscron afin d'inviter

les personnes concernées à retirer, selon leur choix, les sacs poubelles prépayés ou les bons d'achat du « Hall du Terroir ». Les données sont obtenues à partir de l'extraction automatisée d'un fichier opérée dans le contexte de l'enrôlement des contribuables de la commune.

Les données des personnes se présentant pour retirer les sacs ou bons d'achat sont collectées directement auprès de celles-ci exclusivement aux fins d'assurer la remise effective des sacs ou bons d'achat et d'en permettre la traçabilité en cas de contestation.

En fonction des prescrits légaux, les données fiscales sont conservées durant un délai de 30 ans et sont supprimées par la suite. Les données complémentaires recueillies sur le formulaire d'invitation à retirer les sacs ou les bons d'achat sont conservées 5 ans avant d'être supprimées.

La base de licéité du traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Ville de Mouscron (art. 6, 1, e) du RGPD), et ce en vertu des obligations légales en matière de fiscalité locale et en matière de gestion communale des déchets.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 4 – Le présent règlement abroge et remplace le règlement d'octroi adopté par le Conseil communal du 04 novembre 2024. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

107e

Objet : REGLEMENT D'OCTROI DE SACS POUBELLES GRATUITS AUX ARMOIRIES DE LA VILLE (NAISSANCE/ADOPTION, INCONTINENCE, ACCUEILLANTE D'ENFANTS A DOMICILE ET DIALYSE A DOMICILE)

Le Conseil communal :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu le règlement d'octroi de sacs poubelles gratuits aux armoiries de la ville (naissance/adoption, incontinence, accueillante d'enfants à domicile et dialyse à domicile) adopté par le Conseil communal le 07 novembre 2022 ;

Considérant que la commune doit promouvoir une politique de prévention des déchets tout en luttant contre les incivilités telles que dépôts ou incinérations sauvages ;

Considérant que chaque ménage produit une masse de déchets incompressibles et qu'il y a donc lieu de lui fournir un certain nombre de sacs poubelles ;

Considérant que certains ménages produisent une masse de déchets plus importante que la moyenne soit parce que l'un des membres présente une forme non traitable d'incontinence urinaire et qu'il utilise des produits absorbants pour incontinence soit parce que l'un des membres présente une maladie le contraignant à être sous dialyse et qu'il souhaite le faire à domicile soit parce que l'un des membres est un enfant en bas âge qui porte des couches ;

Considérant que dans le cadre de sa fonction, un(e) accueillant(e) d'enfants à domicile produit une masse de déchets conséquente, et ce principalement avec les couches des enfants qui sont gardés ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Section 1 - Incontinence

Article 1 – A partir du 1er janvier 2026, il est octroyé 2 rouleaux de 20 sacs poubelles de 60 litres aux armoiries de la Ville, à toute personne dûment inscrite aux registres de la population de la Ville de Mouscron et atteinte d'incontinence pathologique, sur production d'une attestation d'incontinence de l'AVIQ ou de la mutuelle.

Article 2 – Cette disposition ne s'applique pas aux personnes incontinentes résidant habituellement en maison de repos, en milieu hospitalier, en maison d'accueil ou en centre d'hébergement pour personnes handicapées.

Article 3 – L'attestation d'incontinence peut être présentée à l'Administration communale du 1er janvier au 31 décembre. L'attestation d'incontinence doit être valable pour l'exercice en cours.

Article 4 – La demande doit être introduite chaque année, même si l'attestation d'incontinence est valable plusieurs années.

Article 5 – La demande peut être introduite :
- Via les guichets du Service des taxes (Rue de Courtrai 63 à Mouscron).
- Par mail, par courrier ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies.

Une convocation sera envoyée par courrier dans les 15 jours de la réception du justificatif. Les sacs poubelles seront remis au demandeur aux guichets du Service des taxes, chez les stewards ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies sur présentation de la convocation.

Section 2 – Dialyse à domicile

Article 1 – A partir du 1er janvier 2026, il est octroyé 2 rouleaux de 20 sacs poubelles de 60 litres aux armoiries de la Ville, à toute personne dûment inscrite aux registres de la population de la Ville de Mouscron et choisissant d'être sous dialyse à domicile, sur production d'une attestation de l'hôpital établie par le spécialiste en charge du patient ;

Article 2 – L'attestation du spécialiste peut être présentée à l'Administration communale du 1er janvier au 31 décembre. L'attestation doit être valable pour l'exercice en cours.

Article 3 – La demande doit être introduite chaque année, même si l'attestation du spécialiste est valable plusieurs années.

Article 4 – La demande peut être introduite :
- Via les guichets du Service des taxes (Rue de Courtrai 63 à Mouscron).
- Par mail, par courrier ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies.

Une convocation sera envoyée par courrier dans les 15 jours de la réception du justificatif. Les sacs poubelles seront remis au demandeur aux guichets du Service des taxes, chez les stewards ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies sur présentation de la convocation.

Section 3 – Naissance/adoption

Article 1 – A partir du 1er janvier 2026, il est octroyé 2 rouleaux de 20 sacs poubelles de 60 litres aux armoiries de la Ville pour toute naissance (ou toute adoption d'un enfant de moins de 3 ans) dûment inscrite aux registres de la population de la Ville de Mouscron, pour autant que le parent ou la personne qui en a la garde soit inscrit aux registres de la population de la Ville le jour de la naissance ou de l'adoption de l'enfant.

Article 2 – Les sacs poubelles seront remis au parent aux guichets du Service des taxes, chez les stewards ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies sur présentation de la convocation reçue par courrier dans les 3 mois de la naissance ou de l'adoption de l'enfant.

Section 4 – Accueil d'enfants à domicile – Service ONE

Article 1 - A partir du 1er janvier 2026, il est octroyé 2 rouleaux de 20 sacs poubelles de 60 litres aux armoiries de la Ville, à toute personne dûment inscrite aux registres de la population de la Ville de Mouscron, qui travaille en tant qu'accueillant(e) d'enfants salarié(e), conventionné(e) ou indépendant(e) à domicile et soumise au respect des normes ONE sur production d'une attestation du service en charge ou de l'ONE ;

Article 2 – L'attestation peut être présentée à l'Administration communale du 1er janvier au 31 décembre. L'attestation doit être valable pour l'exercice en cours.

Article 3 - La demande doit être introduite chaque année, même si l'attestation est valable plusieurs années.

Article 4 – La demande peut être introduite :
- Via les guichets du Service des taxes (Rue de Courtrai 63 à Mouscron).
- Par mail, par courrier ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies.

Une convocation sera envoyée par courrier dans les 15 jours de la réception du justificatif. Les sacs poubelles seront remis au demandeur aux guichets du Service des taxes, chez les stewards ou dans les antennes communales de Luingne, Herseaux et Dottignies sur présentation de la convocation.

Section 5 – Généralités

Article 1 - Les sacs poubelles reçus gratuitement ne peuvent être cédés ni vendus sous peine de perdre le bénéfice de la mise à disposition prévue par le présent règlement.

Article 2 - La présente délibération annule et remplace le règlement d'octroi voté le 07 novembre 2022 et sera soumise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle générale.

Article 3 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 4 – Le présent règlement annule et remplace le règlement adopté par le Conseil communal le 07 novembre 2022. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SEANCE PUBLIQUE

108 ème **OBJET : RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF AU PRÊT DU MATÉRIEL ZÉRO DÉCHET**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif au prêt de toilettes sèches adopté par le Conseil communal le 25 février 2019 ;

Considérant que du matériel écologique est mis à disposition d'associations, écoles, autorités publiques gratuitement ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités de mise à disposition dudit matériel ;

A des voix ;

D E C I D E :

Chapitre 1 : Généralités

Article 1 : Le prêt est réservé aux associations mouscronnoises, aux écoles mouscronnoises, aux autorités publiques mouscronnoises.

Article 2 : Le matériel disponible est constitué de :

- Gobelets en plastique réutilisables – 1 €/gobelet non retourné (Maximum de 1000 gobelets par demande - 250 rouges – 33 cl ou 1000 noirs – 25 cl)
- Carafes en plastique réutilisables – 2 € par carafe non retournée (15 disponibles)
- Jetons pour éviter les tickets (blanc, rose, jaune, noir) (1000 disponibles par couleur)
- Nappes à carreaux rouges et blancs pour tréteaux de la Ville (env. 1,40 m de large x 6 m de long – 25 disponibles – elles doivent être rendues nettoyées et propres)
- Flèches réutilisables : petites (85 disponibles), grandes (25 disponibles)
- Outils de communication « festivités 0 déchet » (2 bâches max. par thématique)
- Grilles d'exposition (larg. 120 cm x haut. 175 cm – 5 max – fixations fournies – prévoir 1 clé BTR + plate pour démontage)

- Toilettes sèches (max. 3) – caution unique de 200 €

Article 3 : Les autorisations de prêt des toilettes sèches sont délivrées par le Collège communal en fonction d'un calendrier tenu par la Cellule Environnement. Le prêt des autres articles est géré par la Cellule Environnement en fonction des disponibilités et des demandes.

Article 4 : L'autorisation de prêt accordée par le Collège communal n'est définitive qu'après le versement de la caution (dont les modalités sont décrites ci-après). Le non-paiement des sommes réclamées à la date prévue équivaut à une renonciation.

Chapitre 2 : Modalités de mise à disposition

Article 5 : Toute demande de prêt doit se faire à l'aide d'un formulaire disponible à la Cellule environnement (rue de Courtrai 63) et doit parvenir à la Cellule environnement au plus tard 30 jours calendrier avant la date de mise à disposition du matériel.

Article 6 : L'emprunteur utilisera le matériel mis à sa disposition en « bon usager responsable ». Le matériel prêté devra faire l'objet des meilleurs soins de la part de l'emprunteur.

Article 7 : Le matériel communal est mis à disposition conformément aux jours et heures fixés de commun accord (pendant les heures de service).

Article 8 : Le matériel ne sera mis à disposition qu'en présence d'un membre de l'association emprunteuse. Celle-ci veillera à disposer de la main d'œuvre nécessaire au chargement, déchargement et montage. La Ville n'effectue aucune livraison ou montage du matériel. Au moment du retrait, un bon de livraison signé par les deux parties sera délivré.

Article 9 : La durée de prêt du matériel zéro déchet se fait par tranche d'une semaine. Pour les toilettes sèches le prêt est de maximum 4 jours. Toute demande de dérogation à cette durée sera explicitement justifiée.

Chapitre 3 : Responsabilités

Article 10 : Le prêt de matériel est gratuit pour les gobelets, les carafes, les nappes, les flèches, les bâches, les grilles d'exposition, sauf pour les toilettes sèches soumis au versement d'une caution unique d'un montant de 200,00 €, à verser sur le compte ouvert au nom de l'Administration communale BE63 0910 1149 2408, au moins 15 jours avant la date de prêt. La référence à indiquer en communication : « Caution 0 déchet – date de l'évènement – Nom de l'association/personne référente ».

Article 11 : L'emprunteur sera responsable des pertes, détériorations, accidents ou dommages de toute nature au matériel mis à disposition.

Article 12 : Lors de la reprise du matériel, il sera constaté contradictoirement s'il a subi ou non des pertes ou des dégradations. Il sera dressé un P.V. par l'agent communal avec des photos comme preuves et envoyé au chef de service pour l'estimation des dégâts. Si l'emprunteur n'est pas présent, le constat sera établi unilatéralement par l'agent communal et ce, sans recours possible.

Article 13 : Au cas où le matériel aurait subi des pertes ou des dégradations, une facture correspondante sera envoyée à l'emprunteur qui sera invité à verser à la caisse communale le montant du coût de remplacement du matériel non restitué ou des réparations du matériel dégradé (montants repris à l'article 2, le cas échéant le montant sera égal à la facture du matériel acheté par la Cellule Environnement).

Pour les toilettes sèches, si cette somme est inférieure ou égale à la caution déposée, elle sera directement retenue du montant de cette dernière. Si les dégâts sont supérieurs à la caution déposée, l'emprunteur s'acquittera du supplément à payer, faute de quoi le matériel ne sera plus prêté à cet emprunteur et la demande suivante automatiquement refusée.

Article 14 : L'emprunteur prend l'engagement de ne pas rechercher ni mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, la responsabilité de l'administration communale du chef d'accidents ou dommage quelconque pouvant provenir de l'utilisation du matériel communal mis à disposition de l'emprunteur. L'emprunteur doit disposer d'une assurance pour ses activités et le matériel emprunté.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 15 : L'administration communale dégage sa responsabilité quant aux suites dommageables des accidents survenant à des tiers à l'occasion de l'utilisation du matériel emprunté.

Article 16 : En aucun cas l'administration communale ne pourra être tenue responsable des suites de non-disponibilité du matériel demandé en prêt, même si un accord a été donné.

Article 17 : Les cessions du matériel emprunté sont interdites.

Chapitre 4 : Utilisation des toilettes sèches

Article 18 : Les toilettes sont fournies démontées accompagnées d'un plan de montage plastifié.

Article 19 : L'administration communale ne fournit ni les produits, ni le papier toilette, ni les copeaux. Nous estimons qu'il faut ½ ballot de copeaux par toilette, +/- 10 rouleaux par toilette. Il ne faut pas oublier de prévoir un système qui permette à l'utilisateur de prendre les copeaux. Enfin, il faut prévoir une petite poubelle par toilette pour les autres déchets. Il ne faut pas oublier, non plus, que les toilettes ne disposent pas d'éclairage (il est donc impératif d'en prévoir lors des activités nocturnes).

Article 20 : L'emprunteur devra se charger lui-même de l'évacuation pour le dépôt du contenu soit en prenant contact avec un agriculteur soit par un tiers en veillant à respecter l'évacuation dans la bonne filière.

Article 21 : L'emprunteur n'utilisera que des produits bio pour l'entretien des toilettes. Il utilisera aussi du papier toilettes écologique et ne dépassant pas 2 feuilles d'épaisseur.

Article 22 : L'emprunteur veillera à la sensibilisation du public sur le mode d'utilisation (voir documentation fournie sur le sujet).

Article 23 : L'emprunteur veillera à nettoyer et désinfecter le matériel avant sa restitution.

Chapitre 5 : Protection des données à caractère personnel

Article 24 : Pour toute question relative aux données personnelles, les usagers peuvent consulter la Politique de confidentialité de la Ville de Mouscron sur www.mouscron.be.

Le lien figure dans le formulaire de prêt, et les demandeurs devront donner leur accord via celui-ci.

Article 25 : Le présent règlement annule et remplace le règlement adopté par le Conseil communal le 25 février 2019. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur au 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

109ème OBJET : COUT-VERITE RELATIF AUX PREVISIONS POUR L'ANNEE 2026

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Considérant que l'arrêté du 5 mars 2008 précité nous impose d'établir le taux de couverture des coûts en matière des déchets des ménages pour l'exercice 2026 ;

Attendu que le taux de couverture du coût-vérité doit se situer entre 100% et 110% pour les communes sous plan de gestion et entre 95% et 110% pour les autres communes ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention des déchets et de gestion des déchets ;

Vu l'existence et l'application, depuis janvier 2005, du Plan de Prévention des Déchets et de Propreté à Mouscron ;

Vu le décret de la Région wallonne du 09 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Considérant que le règlement de la taxe sur les immondices pour les exercices 2026 à 2031 inclus est soumis pour approbation à cette même séance ;

Considérant l'évolution des chiffres de la population ;

Attendu que la présente délibération appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – De valider le taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, sur base des chiffres établis par le service de la Directrice financière, pour l'exercice 2026, à 100,00 % ;

Article 2. – De mandater Madame Ann CLOET, Bourgmestre, et Madame Nathalie BLANCKE, Directrice Générale, pour signer la déclaration 2026 du coût vérité.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

110ème OBJET : IMPÔT COMMUNAL SUR LES IMMONDICES (DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS) - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu le Décret de la Région wallonne du 09 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que les citoyens de la commune disposent d'un service de gestion des déchets ménagers ;

Que conformément au principe pollueur-payeur, les coûts de cette gestion doivent être supportés par les bénéficiaires de la gestion des déchets ;

Qu'en outre, les communes ont l'obligation d'imputer la totalité des coûts de gestion des déchets dont elle a la charge aux bénéficiaires de ce service (décret du 09 mars 2023) ;

Qu'il y a dès lors lieu d'instaurer une taxe sur la collecte et le traitement des déchets destinée à couvrir ces charges ;

Considérant qu'il convient néanmoins de tenir compte de la situation sociale des bénéficiaires et des redevables (décret du 09 mars 2023) ;

Considérant que sont implantés sur l'entité de Mouscron des unités d'établissement pour lesquelles le lieu d'exploitation et le domicile de l'exploitant sont situées sur le territoire ;

Considérant que ces derniers sont déjà redevables de la taxe sur les immondices pour leur ménage ;

Considérant qu'ils contribuent à la collecte et au traitement des déchets tant pour leur activité professionnelle que leur ménage ;

Attendu dès lors qu'il y a lieu d'appliquer un tarif préférentiel ;

Considérant que la commune doit promouvoir une politique de prévention des déchets tout en luttant contre les incivilités telles que dépôts ou incinérations sauvages ;

Considérant que chaque ménage produit une masse de déchets incompressibles et qu'il y a donc lieu de lui fournir un certain nombre de sacs poubelles ;

Vu la mise en service de points d'apport volontaire (PAV) dans toute l'entité dès le 1er janvier 2021 et l'octroi annuel d'ouvertures gratuites à chaque ménage ;

Considérant la possibilité d'indexation dudit règlement et l'application desdits taux sans nouveau vote au Conseil communal, pour autant que le coût-vérité soit maintenu dans la fourchette prévue ;

Considérant la volonté du Collège communal de voter ce règlement pour plusieurs exercices et d'y intégrer la possibilité d'indexation ;

Considérant que le coût-vérité prévisionnel doit être voté par le Conseil communal avant le règlement-taxe relatif aux immondices ;

Vu que le décret du 09 mars 2023 relatif aux déchets prévoit que le taux de couverture doit se situer dans une fourchette allant de 95% à 110% ;

Vu que pour les communes sous plan de gestion, celles-ci doivent atteindre 100% du coût-vérité ;

Vu l'adoption intervenue en cette même séance dudit coût-vérité prévisionnel, lequel atteste d'un taux de couverture de 100% ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Objet imposable

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt communal annuel sur la collecte et le traitement des déchets d'origine ménagère.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 2 - Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

- Déchets d'origine ménagère : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages ainsi que les déchets provenant d'une activité commerciale, industrielle et autre qui en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires aux déchets des ménages ;

- Ménage : personne vivant seule ou la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune inscrites à la même adresse ;

- Unité d'établissement : lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir duquel elle est ou peut être exercée, en ce compris les boîtes postales, boîtes aux lettres et adresses de référence ;

- Entreprise : l'exercice d'une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle.

Article 3 - Redevables de la taxe

L'impôt est dû par :

1°) le chef du ménage et solidairement par tout membre du ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers, qu'il ait ou non recours effectif à ce service ;

2°) tout ménage en situation de seconde résidence sur le territoire de la commune au 1er janvier de l'exercice ;

3°) toute personne physique ou morale qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, exerce et/ou peut exercer une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle sur le territoire communal, que cette activité s'exerce en un seul lieu ou dans plusieurs unités d'établissement.

Article 4 - Exonérations

Sont exonérés de la taxe :

- le chef du ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, dispose uniquement d'une adresse de référence au sens de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour ;

- les personnes qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, sont inscrits au registre de la population à l'adresse d'un établissement communautaire (maison de repos, résidence services,...) ;

- les personnes physiques ou morales qui exercent une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle uniquement à l'adresse de leur domicile ou dans le bien attenant au domicile ;

Article 5 - Taux de la taxe

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- Pour les personnes définies à l'article 3, 1°) :

112,00 € par isolé ;

206,00 € par ménage composé de deux personnes ;

Lorsque le ménage est composé de plus de deux personnes, le montant de la taxe est majoré de 15,00€ par personne supplémentaire ;

- Pour les personnes définies à l'article 3, 2°)

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

150,00 € par ménage en situation de seconde résidence.

- Pour les personnes définies à l'article 3, 3°)

77,00 € par unité d'établissement dont le lieu d'exploitation et le domicile de l'exploitant sont situés sur l'entité de Mouscron ;

110,00 € par unité d'établissement située sur l'entité de Mouscron mais dont le domicile de l'exploitant est situé hors entité ;

Article 6 – Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 7 – Afin de définir le taux de la taxe à appliquer pour les personnes définies à l'article 3, 3°), l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 30 jours de l'envoi.

Cette déclaration sera valable pour les exercices 2026 à 2031 inclus.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 30 septembre de l'exercice d'imposition.
A défaut de réception de la formule de déclaration dans les délais requis, le contribuable se verra taxé au taux le plus élevé.
Le contribuable est également tenu de contacter l'Administration communale en cas de changement de situation.

Article 8 – Réductions :

- Il est octroyé au chef de ménage qui bénéficie d'un revenu d'intégration du CPAS au 1er janvier de l'exercice une réduction de la taxe à hauteur de 55% du montant applicable en fonction de la composition de ménage ;
- Il est octroyé à tout ménage dont au moins l'un des membres a une reconnaissance de handicap à + de 66% au 1er janvier de l'exercice une réduction de la taxe à hauteur de 25% du montant applicable en fonction de la composition de ménage ; sur présentation d'une attestation de handicap à + de 66% (à transmettre à l'Administration communale de Mouscron avant le 30 septembre de l'exercice).
- Il est octroyé au chef de ménage qui bénéficie de l'intervention majorée de la mutuelle au 1er janvier de l'exercice une réduction de la taxe à hauteur de 25% du montant applicable en fonction de la composition de ménage ; sur présentation d'une attestation d'intervention majorée (à transmettre à l'Administration communale de Mouscron avant le 30 septembre de l'exercice).

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 9 - Indivisibilité de la taxe

La taxe est indivisible et est due pour toute l'année d'imposition.

Seule la situation au 1er janvier de l'exercice d'imposition est ainsi prise en considération.

Article 10 – Compensations

Les contribuables visés à l'article 5, 1°) et 2°) recevront des sacs poubelles prépayés à hauteur de :

- 10 sacs poubelles noirs et 2 rouleaux de sacs poubelles PMC pour les isolés, les ménages de 2 personnes et les ménages en situation de seconde résidence ;
- 16 sacs poubelles noirs et 2 rouleaux de sacs poubelles PMC pour les ménages de 3 et 4 personnes ;
- 26 sacs poubelles noirs et 2 rouleaux de sacs poubelles PMC pour les ménages de 5 et 6 personnes ;
- 30 sacs poubelles noirs et 2 rouleaux de sacs poubelles PMC pour les ménages de 7 personnes et plus.

En plus, chaque ménage recevra automatiquement via sa carte d'accès aux recyparcs Ipalle, 32 ouvertures gratuites pour accéder aux points d'apport volontaire pour les déchets ménagers résiduel.

Les contribuables visés à l'article 3, 3°) recevront des sacs poubelles prépayés à hauteur de :

- 10 sacs poubelles noirs et 1 rouleau de sacs poubelles PMC par unité d'établissement dont le lieu d'exploitation et le domicile de l'exploitant sont situés sur l'entité de Mouscron ;
- 20 sacs poubelles noirs et 1 rouleau de sacs poubelles PMC par unité d'établissement située sur l'entité de Mouscron mais dont le domicile de l'exploitant est situé hors entité ;

Article 11 - Les contribuables visés au point 3.1°) sont recensés sur base des éléments repris dans les registres de la population qui feront foi en leur date et contenu et détermineront la base imposable.

Les contribuables visés au point 3.2°), sont recensés sur base des déclarations réceptionnées dans le cadre de la taxe sur les secondes résidences.

Pour les contribuables visés au point 3.3°), le nombre d'unités d'établissements est établi sur base des données inscrites au sein de la Banque-Carrefour des entreprises, sans préjudice des moyens d'investigations et de contrôle fiscaux prévus par la loi (articles 315 et suivants CIR 92 – Article L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation).

Article 12 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 13 - Les clauses relatives à l'enrôlement, le recouvrement, le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 14 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément aux dispositions légales en vigueur, une sommation de payer sera envoyés au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 15 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 16 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE



La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

Objet : REGLEMENT TAXE SUR L'ENTRETIEN DES MOYENS D'ÉVACUATION DES EAUX USÉES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, § 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'entretien des moyens d'évacuation des eaux usées engendre un coût pour la Ville ;

Qu'il convient de répercuter le coût de ce service auprès des citoyens par l'impôt ;

Considérant la volonté de soutenir les Associations sans but lucratif dans leurs actions, il convient de les exonérer de cette taxe ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

D E C I D E :

Article 1 - Matière imposable

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale annuelle sur l'entretien des moyens d'évacuation des eaux usées (égouts).

Article 2 - Définitions

- égout : tout moyen d'évacuation des eaux usées au sens de l'article D.2.39° du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

- ménage : personne vivant seule ou la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune inscrites à la même adresse ;

- unité d'établissement : lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir duquel elle est ou peut être exercée, en ce compris les boîtes postales, boîtes aux lettres et adresses de référence ;

- entreprise : l'exercice d'une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle.

- établissement communautaire :

- L'établissement, quelle qu'en soit la dénomination, destiné à l'hébergement de personnes qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie familiale ou de soins infirmiers ou paramédicaux.

- L'établissement, quelle qu'en soit la dénomination, qui offre à ses résidents des logements, qui y ont leur résidence habituelle, leur permettant de mener une vie indépendante ainsi que des services auxquels ils peuvent librement faire appel.

- L'établissement dans lequel les personnes qui y sont domiciliées sont reprises au Registre national sous le régime de la « communauté ».

Article 3 - Redevables

L'impôt est dû par :

1°) le chef de ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers pour tout ou partie d'un immeuble bâti sur le territoire communal ;

2°) toute personne physique ou morale qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, exerce ou dirige une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle sur le territoire communal ;

3°) tout ménage en situation de seconde résidence sur le territoire de la commune au 1er janvier de l'exercice ;

4°) tout établissement communautaire.

L'impôt est dû indépendamment du fait que l'immeuble soit ou non raccordé à l'égout.

Article 4 - Exonérations

Sont exonérés de la taxe :

- le chef du ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, dispose uniquement d'une adresse de référence au sens de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour ;

- les personnes qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, sont inscrites au registre de la population à l'adresse d'un établissement communautaire ;

- les personnes physiques ou morales qui exercent une activité indépendante, libérale, commerciale, artisanale ou industrielle uniquement à l'adresse de leur domicile ;

- les Associations sans but lucratif ayant leur siège social sur le territoire de la commune ;

Article 5 - Montant de la taxe

Pour les personnes définies à l'article 3.1°) et 3.3°): 52,00 € par logement

Pour les personnes définies à l'article 3.2°) et 3.4°) : 66,00 € par unité d'établissement

Les montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 0,50 cents et arrondis à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 0,50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 6 - Indivisibilité de la taxe

La taxe est indivisible et est due pour toute l'année d'imposition.

Seule la situation au 1er janvier de l'exercice d'imposition est ainsi prise en considération.

Article 7 - Les contribuables visés au point 3.1°) sont recensés sur base des éléments repris dans les registres de la population qui feront foi en leur date et contenu et détermineront la base imposable.

Les contribuables visés au point 3.3°), sont recensés sur base des déclarations réceptionnées dans le cadre de la taxe sur les secondes résidences.

Pour les contribuables visés au point 3.2°) et 3.4°) le nombre d'unités d'établissements sont établis sur base des données inscrites au sein de la Banque-Carrefour des entreprises.

Article 8 - La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9 - Les clauses relatives à l'enrôlement, le recouvrement, le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 10 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 11 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

12°

OBJET : CENTIMES ADDITIONNELS À L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus notamment les articles 465 à 469 ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu l'article L3122-2, 7° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation selon lequel la délibération communale relative aux centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques fait l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

Dossier traité par Laurie Quattanens

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1er : Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt additionnel à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au 1er janvier de l'exercice.

Le taux est fixé à 8,8 % de l'impôt des personnes physiques dû à l'État pour le même exercice, calculé conformément aux dispositions du Code des Impôts sur les revenus.

Art. 2 : L'établissement et la perception de l'impôt communal s'effectueront par les soins de l'Administration des Contributions directes, comme il est stipulé à l'article 469 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 3. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 4. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par Laurie Quattanens

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

113 **OBJET : CENTIMES ADDITIONNELS AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus notamment les articles 249 à 256 et 464, 1° ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu l'article L3122-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation selon lequel la délibération communale relative aux centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques fait l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire ;

Considérant que, par un courrier du 21 août 2025 adressé au Ministre des Pouvoirs locaux, le Collège communal a demandé son autorisation de porter le taux des centimes additionnels au précompte immobilier à 2.650, comme pour les exercices 2020 à 2025 inclus ;

Vu le courrier du 23 septembre 2025 du Ministre des pouvoirs locaux, autorisant l'Administration communale à porter les centimes additionnels au précompte immobilier à 2650 ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Dossier traité par Laurie Quattanens

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er : Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, deux mille six cents cinquante (2.650) centimes additionnels au précompte immobilier.

Art. 2. – Le recouvrement de cette taxe sera effectué par le Service Public de Wallonie, comme le prescrit le décret du 06 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Art. 3. - Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle générale d'annulation à transmission obligatoire conformément à l'article L3122-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 4. – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

14ème OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES DEBITS DE BOISSONS - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant la volonté de soutenir le secteur associatif dans ses actions, il convient d'exonérer les buvettes non permanentes et les établissements permanents tenus par des ASBL afin de ne pas diminuer leurs rentrées ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt annuel à charge des personnes qui exploitent, sur le territoire de la commune, un débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses.

Art. 2. - Est considéré comme exploitant un débit de boissons, quiconque à titre de profession principale ou accessoire, vend ou offre en vente, de façon continue ou non dans un local accessible au public, des boissons fermentées et/ou spiritueuses, à consommer sur place.

Sont assimilés aux endroits accessibles au public, les locaux où les membres d'un groupement quelconque se réunissent uniquement ou principalement en vue de consommer des boissons fermentées et/ou spiritueuses.

Toutefois, n'est pas considéré comme débit de boissons, l'hôtel, la maison de pension ou tout établissement analogue, quand des boissons ne sont servies qu'en même temps que les repas ou pour accompagner ceux-ci.

Art. 3. - Le taux de l'impôt, basé sur le chiffre de vente de l'année qui précède l'exercice d'imposition, est fixé comme suit, par débit :

- 135,00 € pour les débits dont le chiffre de vente est compris entre 0,00 et 14.999,00 €
- 217,00 € pour les débits dont le chiffre de vente est compris entre 15.000,00 € et 24.999,00 €
- 240,00 € pour les débits dont le chiffre de vente est supérieur à 25.000,00 €

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 4. – Les débitants qui ouvrent un débit en cours d'année d'imposition seront imposés, pour la première année, au taux minimum prévu à l'article 3. Les débitants qui ouvrent un débit après le 1er octobre de l'année ne seront pas imposés pour cette année.

Art. 5. – Sont exonérées les buvettes tenues de manière non permanente par des personnes à titre bénévole lors de manifestations sportives, culturelles ou philanthropiques.

Art. 6. – Sont exonérés les établissements tenus de manière permanente par des Associations sans but lucratif.

Art. 7. – Si le débit est tenu par un gérant ou autre préposé, l'impôt est dû par le commettant.
Il appartient, le cas échéant, au tenancier de prouver qu'il exploite le débit pour le compte d'un tiers.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Le commettant est tenu, en cas de changement de préposé, d'en faire la déclaration à l'Administration Communale avant l'entrée en service du nouveau préposé.

Art. 8. – La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme un débit de boissons, est tenue d'en faire la déclaration à l'administration communale, quinze jours au moins à l'avance.

Art. 9. – L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

Art. 10. – A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 11. – En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 12. -- La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 13. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 14. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 15. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 16. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement Wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

15ème **OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES OUVERTURES TARDIVES DES DÉBITS DE BOISSONS - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que cette taxe n'est plus prévue dans la nomenclature des taxes communales de la circulaire budgétaire susmentionnée ;

Considérant néanmoins que celle-ci prévoit que les taxes non reprises dans la nomenclature mais que la commune possède depuis 1998 au moins peuvent être maintenues à condition de ne pas en augmenter les taux ;

Considérant que la taxe sur les ouvertures de nuit des débits de boissons existe à Mouscron depuis 1993 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt sur l'ouverture tardive des débits de boissons.

Article 2 - L'impôt est dû par tout exploitant de débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses qui resterait ouvert après 1h00 du matin.

Article 3 - L'impôt à charge des exploitants visés à l'article 2 est établi comme suit :

a) 12,50 € par nuit pour les autorisations isolées.

b) 1.488,00 € par an pour les établissements restant ouverts après 1h du matin 2 ou 3 nuits par semaine ainsi que les jours et veilles des jours fériés légaux. Les 2 ou 3 nuits d'ouverture par semaine doivent être choisies dans les jours suivants : jeudi, vendredi, samedi, dimanche.

c) 2.975,00 € par an pour les établissements restant ouverts après 1h du matin de façon journalière, durant toute l'année d'imposition.

Les jours de fermeture hebdomadaire, les fermetures pour travaux ou congés annuels ne peuvent faire l'objet d'aucune réduction.

Article 4 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

En ce qui concerne les établissements repris à l'article 3 a), les contribuables doivent faire la déclaration à l'Administration communale de leur intention de fermer leur établissement après 1h00 du matin au moins le dernier jour ouvrable avant la date prévue pour la fermeture tardive et s'acquitter au comptant de l'impôt.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L 3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 5 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle, pour les établissements repris à l'article 3 b) et c) et au comptant par le demandeur, contre remise d'une preuve de paiement pour les établissements repris à l'article 3 a)

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES PANNEAUX PUBLICITAIRES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que les panneaux publicitaires constituent une atteinte au paysage et une nuisance visuelle et qu'ils peuvent distraire l'usager de la route dans leur lecture de la signalisation routière et provoquer ainsi un danger ;

Considérant qu'il y a lieu de lutter contre la prolifération des panneaux publicitaires sur le territoire de la commune ;

Considérant que la commune n'entend pas fixer le taux de la taxe de manière dissuasive mais bien de manière raisonnable par rapport à ce qu'elle estime être une charge imposée à la collectivité et liée à cette considération environnementale et esthétique ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'un lien de proportionnalité existe entre les moyens utilisés et les buts poursuivis par la taxation ;

Considérant qu'il convient de soutenir le secteur sportif qui bénéficie de sponsors privés, matérialisés par un panneau affiché sur le terrain de jeu et dirigé vers celui-ci, ces derniers étant exonérés afin de ne pas pénaliser les clubs ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Art.1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt communal sur les panneaux publicitaires existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Cette taxe vise :

- Tout panneau, en quelque matériau que ce soit, destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, impression ou par tout autre moyen ;
- Tout dispositif, en quelque matériau que ce soit, destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, insertion, intercalation, impression ou par tout autre moyen ;
- Tout support autre qu'un panneau publicitaire (mur, vitrine, clôture, colonne,... ou partie) employé dans le but de recevoir de la publicité. Seule la superficie de l'espace utilisé pour recevoir de la publicité est prise en considération ;
- Tout écran (toute technologie confondue, c'est-à-dire cristaux liquides, diodes électroluminescentes, plasma,...) diffusant des messages publicitaires ;
- Tout support mobile, tels que les remorques ;
- Toute affiche en métal léger ou en PVC ne nécessitant aucun support.

Sont visés les supports visibles d'une voie de communication ou d'un endroit fréquenté en permanence ou occasionnellement par le public.

Art. 2. - L'impôt est dû par le propriétaire du panneau publicitaire et solidairement par le bénéficiaire de ce panneau, existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 3. - Ne donnent pas lieu à la perception de l'impôt les supports affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif, ayant un caractère philanthropique, artistique, sportif ou d'utilité publique.

Art. 4 - L'impôt est fixé à 0,82 € par décimètre carré de surface du panneau publicitaire. Le taux est doublé lorsque le panneau est équipé d'un système de défilement électronique ou mécanique ou lorsque le panneau est lumineux ou éclairé. La superficie retenue est celle du support sur lequel se trouve le panneau publicitaire et ce quelle que soit la surface occupée par l'information qui y est diffusée.

Pour les panneaux mobiles, le taux est de 0,07 € par décimètre carré par mois entamé. Le contribuable est tenu d'informer l'administration de chaque déplacement du support par mail à l'adresse taxe.communale@mouscron.be

Si le panneau comporte plusieurs faces, la taxe est calculée sur la surface totale de toutes les faces visibles.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 5. - Sont exonérés : les panneaux publicitaires, qui bien que visibles de la voie publique, sont affichés sur les terrains de sport et dirigés vers le lieu du jeu.

Art. 6. - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dans les 15 jours de l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'exercice d'imposition (ou pour le 31 mars de l'année qui suit pour les panneaux mobiles), les éléments nécessaires à l'enrôlement.

Art. 7. - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 8. - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 9. - La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 10. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 11. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 12. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 13. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

OM

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

117e

OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES ENSEIGNES PUBLICITAIRES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que ce règlement prévoit qu'une demande de placement d'enseigne doit être introduite au Service de l'urbanisme ;

Considérant que les commerçants qui placent une nouvelle enseigne ou mettent leur(s) enseigne(s) en conformité avec le règlement communal se voient accorder une exonération de la taxe durant une année (qui suit le placement ou la mise en conformité) afin de limiter l'impact financier lié au placement/à la mise en conformité de leur(s) enseigne(s) ;

Considérant que les autocollants sur vitrine se voient également exonérés de taxe ; ceux-ci pouvant être considérés comme plus éphémères que les enseignes rigides ;

Dossier traité par Laurie Quattanens

Considérant qu'enfin, l'enseigne la plus chère est exonérée de taxe, à condition que celle-ci indique la raison sociale ou la dénomination de l'établissement ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Art. 1er - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les enseignes et publicités assimilées directement ou indirectement lumineuses ou non lumineuses de quelque nature qu'elles soient.

Cette taxe vise communément :

- Tous les signes ou inscriptions quelconques existant au lieu même de l'établissement, visibles de la voie publique, pour faire connaitre au public le nom de l'occupant, le commerce ou l'industrie qui s'exploite au dit lieu ou encore la profession qui s'y exerce ;
- Tous les signes ou inscriptions quelconques existant sur l'établissement ou à proximité immédiate, visibles de la voie publique, pour faire connaitre au public les activités qui s'y déroulent ou encore les produits et services qui y sont vendus et fournis ;
- Tout objet visible de la voie publique servant à distinguer un immeuble à destination professionnelle ;
- Tout panneau, store, drapeau et dispositif de même type, même sans inscription, visible de la voie publique, permettant, par sa couleur, d'identifier l'occupant ;

Sont visées toutes les enseignes existantes au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Une publicité est assimilée à une enseigne lorsque, placée à proximité immédiate d'un établissement, elle promeut cet établissement ou les activités qui s'y déroulent et les produits et services qui y sont fournis.

Est considéré comme enseigne lumineuse, l'enseigne illuminée par tout procédé d'éclairage, direct ou indirect, interne au dispositif ou externe à celui-ci, dont la projection lumineuse.

Les enseignes, publicités assimilées et cordons lumineux placés dans les galeries, cours et passages privés ouverts régulièrement au public sont taxables au même titre que ceux visibles de la voie publique.

Art. 2. - L'impôt est dû solidairement par toute personne physique ou morale qui exploite un établissement comprenant des enseignes et/ou qui bénéficie directement ou indirectement de l'enseigne et par le propriétaire de l'immeuble auquel est attachée l'enseigne au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 3. - Ne donnent pas lieu à la perception de l'impôt, les enseignes affectées exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif, ayant un caractère philanthropique, artistique, sportif ou d'utilité publique.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Sont également exonérés :

- l'enseigne la plus chère à condition qu'elle indique la raison sociale ou la dénomination de l'établissement, et à raison d'une seule enseigne par établissement
- les autocollants sur vitrine
- les enseignes l'année qui suit leur installation / mise en conformité après introduction d'un dossier au Service de l'urbanisme.

Art. 4. - L'impôt est fixé à :

0,15 € par décimètre carré pour les enseignes non lumineuses

Le taux est doublé pour les enseignes lumineuses ou éclairées

La superficie retenue est celle du support sur lequel se trouve l'enseigne et ce quelle que soit la surface occupée par l'information qui y est diffusée.

Si l'enseigne ou la publicité assimilée comporte plusieurs faces, la taxe est calculée sur la surface totale de toutes les faces visibles sauf s'il s'agit d'un drapeau. Dans ce dernier cas, une seule face est prise en compte.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition

Art. 5. - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à l'enrôlement.

Art. 6. - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 7. - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 8. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 9. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 10. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 11. - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 12. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par Laurie Quattanens

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

18c

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES ENSEIGNES PUBLICITAIRES OBSOLETES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, § 4 de la Constitution en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, édition 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville a établi la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions de service public ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ;
Que, selon le Conseil d'Etat :

"aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres" (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant que les règles constitutionnelles de l'égalité des redevables et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur des critères objectifs ;

Considérant qu'à la différence des enseignes utilisées par les entreprises dans le but de se faire connaitre du public afin de maintenir une activité, voire de se développer et déjà taxées sur base du règlement-taxe sur les enseignes publicitaires, les enseignes et publicités visées par la présente taxe sont obsolètes et ne sont pas actuellement taxées ;

Qu'il s'agit en effet d'une catégorie particulière de redevables distincte des enseignes visées par le règlement sur les enseignes publicitaires ;

Attendu que la taxe a également pour objectif de limiter le nombre d'enseignes et affiches ne servant plus à renseigner une activité économique (commerce, entreprise, profession libérale...) car celles-ci étant devenues obsolètes ne sont plus d'aucune utilité alors qu'elles constituent une pollution visuelle ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle sur les enseignes et publicités assimilées obsolètes.

Article 2 - Définitions

1. les enseignes et publicités assimilées obsolètes : enseignes et leur support qui restent placées alors que le commerce qu'elles renseignaient a cessé ses activités depuis un minimum de 6 mois avant le 1ier constat visé à l'article 7 du présent règlement.

2. Sont réputées enseignes ou publicités :
   - Tous les signes ou inscriptions quelconques existant au lieu même de l'établissement, visibles de la voie publique, pour faire connaitre au public le nom de l'occupant, le commerce ou l'industrie qui s'y exploitait au dit lieu ou encore la profession qui s'y exerçait ;
   - Tous les signes ou inscriptions quelconques existant sur l'établissement ou à proximité immédiate, visibles de la voie publique, pour faire connaitre au public les activités qui s'y déroulaient ou encore les produits et services qui y étaient vendus et fournis ;
   - Tout objet visible de la voie publique servant à distinguer un immeuble à destination professionnelle ;
   - Tout panneau, store, drapeau et dispositif de même type, même sans inscription, visible de la voie publique, permettant, par sa couleur, d'identifier l'ex-occupant ;

Une publicité est assimilée à une enseigne lorsque, placée à proximité immédiate d'un établissement, elle promeut cet établissement ou les activités qui s'y déroulaient et les produits et services qui y étaient fournis. Ne sont pas concernées par la taxe les enseignes à caractère patrimonial incorporées à l'immeuble.

Article 3 - Sont taxées à raison de 1,50 € par décimètre carré ou fraction de décimètre carré les enseignes et/ou publicités définies à l'article 2.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - La superficie retenue est celle du support sur lequel se trouve l'enseigne et ce quelle que soit la surface occupée par l'information qui y est diffusée.

Article 5 - Redevable

§1 La taxe est due par le titulaire du droit réel (propriétaire, usufruitier, ...) d'un immeuble ou partie d'immeuble sur/dans lequel est placée l'enseigne et/ou publicité à la date du deuxième constat ou, le cas échéant, de chaque constat postérieur à celui-ci.

§2 En cas de pluralité de titulaires du droit réel, chacun d'entre eux est solidairement redevable de la taxe.

Article 6 - Le fait générateur de la taxe

§1 Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état d'une enseigne et/ou publicité assimilée et/ou de son support pendant la période comprise entre deux constats successifs qui seront distants d'une période minimale de 6 mois. Cette période entre les deux constats sera identique pour tous les redevables.

§2 La taxe est due pour la première fois à la date de la notification du second constat visé à l'article 7. Pour les exercices d'imposition suivants, la taxe est due à la date anniversaire de ce second constat.

Article 7 - Procédure de constatation

§1 La procédure de constatation comprend deux constats qu'une enseigne et/ou une publicité obsolète est présente sur/dans un immeuble. Le second constat est effectué au moins 6 mois après l'établissement du premier constat.

§ 2 Chacun des deux constats établissant qu'une enseigne et/ou une publicité obsolète est présente sur/dans un immeuble est dressé par un fonctionnaire qui est agent communal assermenté en vertu de l'article L3321-7 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et/ou agent communal désigné agent recenseur par le Collège communal.

§3 Chacun des deux constats est notifié, dans les 30 jours de son établissement, par ledit fonctionnaire par voie recommandée au titulaire du droit réel visé à l'article 5. Le titulaire du droit réel visé à l'article 5 dispose alors de 30 jours à dater de la notification pour émettre par écrit ses observations, par voie recommandée ou par dépôt à l'Administration. Il lui appartient de signaler à l'Administration toute modification de la base imposable, en ce compris le fait que l'enseigne et/ou la publicité n'entre plus dans le champ d'application de la taxe.

Article 8 - Toute mutation de propriété de l'immeuble sur/dans lequel l'affiche ou l'enseigne est placée doit être signalée immédiatement à l'Administration par le propriétaire cédant.

Article 9 - La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

Article 11 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 12 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 13 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement Wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

119e

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LA DIFFUSION PUBLICITAIRE SUR LA VOIE PUBLIQUE - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A Voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur l'usage de la voie publique à des fins de publicité.

Est visée :

1) La diffusion publicitaire sur la voie publique par diffuseur sonore ;

En aucun cas la taxe ne s'applique aux véhicules ou panneaux publicitaires accessoirement apposés sur des véhicules circulant à d'autres fins sur la voie publique notamment tramways, autobus, voitures de livraison.

La taxe n'est pas due non plus par les commerçants ambulants (glacier..), dans la mesure où l'utilisation d'un matériel de sonorisation fait partie intégrante de la nature de l'activité exercée et ne revêt dès lors pas un caractère purement publicitaire.

2) La diffusion publicitaire sur la voie publique par panneau mobile ;

3) La distribution sur la voie publique de tracts, feuillets, journaux, prospectus, cartes publicitaires, gadgets ou assimilés. Sont considérés comme textes publicitaires, les articles :

   a) Dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés,

   b) Qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales,

   c) Qui ont un rapport quelconque avec ces réclames et qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaitre, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale ;

   d) De publicité payée par l'annonceur pour des spectacles de cinéma, sauf par les associations sans but lucratif.

   Ne sont pas imposés :

   - Les écrits émanant d'organismes religieux, philosophiques et politiques,
   - Les écrits à caractère philanthropique,
   - Les écrits émanant de mouvements de jeunesse.

Article 2 - La taxe est due par la personne physique ou morale à qui l'autorisation de distribution a été accordée. En cas de distribution sans autorisation, la taxe est due par la personne physique ou morale qui tire profit du fait de la distribution de l'écrit.

Article 3 - La taxe n'est pas due pour la publicité faite et ordonnée par l'Etat, la Province, la Commune et les Etablissements publics, ainsi que pour celle faite par les Etablissements d'utilité publique et par les Etablissements charitables, en vue d'une activité organisée sans esprit de lucre et dont le produit est affecté à un but de bienfaisance.

Article 4 - Le montant de la taxe est fixé comme suit :

A) Pour la diffusion publicitaire sur la voie publique par diffuseur sonore :

- 12,50 € par jour (ou fraction de jour) par véhicule automobile à usage normalement privé et servant occasionnellement à des fins publicitaires.
- 25,00 € par jour (ou fraction de jour) par véhicule automobile dont la finalité sert à la publicité.
- Ces taux seront doublés lorsque la publicité est accompagnée d'émissions musicales ou parlées à destination du public.

B) Pour la diffusion publicitaire sur la voie publique par panneau mobile : 20,00 € par jour (ou fraction de jour).

C) Pour la distribution sur la voie publique de tracts, feuillets, journaux, prospectus, cartes publicitaires, gadgets ou assimilés : 0,020 € par exemplaire avec un minimum de 25,00 €.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 5 - Tout contribuable est tenu de faire à l'Administration communale, au moins 15 jours avant chaque diffusion, la déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Article 6 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 8 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 10 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 11 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

120ème **OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LA DISTRIBUTION GRATUITE D'ÉCRITS PUBLICITAIRES NON ADRESSÉS - Exercices 2026 à 2031 inclus.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, § 4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu les finances communales, la situation budgétaire de la commune et la nécessité pour la commune de se procurer des ressources ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la grande majorité des redevables de la taxe ne contribuent pas ou très peu, par ailleurs, au financement de la commune, alors même qu'ils bénéficient de plusieurs avantages découlant de l'exercice, par la commune, de ses missions ;

Qu'en effet, notamment, les redevables de la taxe font usage, aux fins de procéder à la distribution gratuite d'écrits publicitaires non adressés, des voiries sur le territoire de la commune ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Que la commune est tenue d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur les voiries publiques situées sur son territoire ;

Considérant, que la distribution d'écrits publicitaires rentre incontestablement dans le secteur relevant de la qualité de la vie et de l'environnement, en sorte que le principe de correction à la source des atteintes à l'environnement et le principe du pollueur-payeur justifient que participent aux coûts engendrés par une activité économique les producteurs concernés ;

Considérant qu'il est justifié de ne taxer que la distribution gratuite d'écrits publicitaires non adressés dès lors que l'ensemble de ces écrits non adressés sont des écrits à vocation commerciale et publicitaire diffusés gratuitement à tout ou partie des habitants de la commune ; qu'en cela, ils se distinguent non seulement de la presse adressée, qui est distribuée uniquement aux abonnés, à leur demande et à leurs frais, mais également des écrits adressés, envoyés gratuitement à leurs destinataires, parfois sans que ceux-ci en aient fait la demande ;

Que dès lors qu'elle entraîne la distribution des écrits concernés dans les boîtes aux lettres situées sur tout ou partie du territoire de la commune, y compris celles d'appartements ou d'immeubles inoccupés, la distribution gratuite d'écrits publicitaires non adressés est de nature à provoquer une production de déchets de papier plus importante que la distribution d'écrits adressés ;

Que cette importante augmentation de déchets papier nécessite l'intervention des services de la propreté publique et de l'environnement ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement de la taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu que les communes poursuivent des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; qu'aucune disposition légale ou règlementaire n'interdit en effet à une commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquable que d'autres ou dont elle estime le développement peu souhaitable ;

Que la distribution gratuite d'écrits non adressés est peu souhaitable ;

Que l'abondance des écrits publicitaires non adressés est telle par rapport aux autres écrits que la commune poursuit dès lors un objectif accessoire lié à des considérations environnementales en taxant au poids la distribution gratuite d'écrits publicitaires non adressés afin d'inciter à limiter la production de déchets ;

Considérant par ailleurs que la presse régionale gratuite présente une spécificité propre, à savoir la diffusion d'une information générale, laquelle devrait être assurée par d'autres publications ;

Qu'en effet, le contenu de la presse régionale gratuite relève de l'intérêt général et dispose d'une utilité publique ;

Que le but premier de la presse régionale gratuite est d'informer ;

Que les publicités qui y sont insérées le sont dans l'objectif de couvrir les dépenses engendrées par la publication de ce type de journal ;

Que la « valeur ajoutée » de ces écrits justifie, non pas une exonération de la taxe, mais l'application d'un taux distinct, à l'exemplaire ;

Qu'en effet, eu égard à l'objectif accessoire assigné à la présente taxe, il s'indique d'appliquer à ces écrits un taux en tenant compte de leur spécificité propre ;

Considérant que le taux de la taxe est fixé, pour les écrits et échantillons publicitaires non adressés comme suit, en fonction du poids :

- 0,0150 euro par exemplaire distribué jusqu'à 10 grammes inclus ;
- 0,0390 euro par exemplaire distribué au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus ;
- 0,0585 euro par exemplaire distribué au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus ;
- 0,1050 euro par exemplaire distribué supérieurs à 225 grammes ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que le taux de la taxe est fixé, pour les écrits de presse régionale gratuite, se verra appliquer un taux uniforme de 0,006 euro par exemplaire distribué, quel que soit le poids ;

Que ces taux de la taxe sont raisonnables ;

Qu'ils sont conformes à la circulaire budgétaire dès lors qu'ils ne dépassent pas les taux maximums recommandés par celle-ci pour la taxe sur les « toutes boites » ;

Qu'ils ne présentent aucun caractère prohibitif, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas manifestement disproportionnés par rapport à la faculté contributive du redevable ;

Considérant que les redevables de la taxe contribuent chacun au fait générateur de la taxe, justifiant qu'une solidarité soit établie entre ces derniers ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Art. 1. - Il est établi, pour les exercices 2026 et 2031 inclus, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

Art. 2. - La taxe est solidairement due par :

- l'éditeur ;
- le distributeur ;
- la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Art. 3. - Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune) ;

Ecrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s) ;

Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente ;

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne ;

Ecrit de presse régionale gratuite, l'écrit qui réunit les conditions suivantes :

- est distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an,

- contient, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution, mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins cinq des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :

  * les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, etc.),
  * les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L. culturelles, sportives, caritatives,
  * les "petites annonces" de particuliers,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

* une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
* les annonces notariales,
* par l'application de lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que: enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,...
* les annonces publicitaires éventuellement insérées doivent provenir et/ou promouvoir des produits de personnes physiques ou morales différentes (marques) ;

- est « multi-enseignes » ;

- contient du texte rédactionnel protégé par la législation sur le droit d'auteur et droits voisins (Code de Droit Economique) ;

- indique la mention de l'éditeur et les coordonnées de contact de la rédaction.

Zone de distribution, le territoire de la commune taxatrice et de ses communes limitrophes. Les informations d'intérêt général doivent donc se rapporter exclusivement à cette zone pour bénéficier du tarif « presse régionale gratuite ».

Art. 4. - Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Critère de poids	**Écrits publicitaires**	**Critère du poids**
De 0 à 10 grammes inclus	0,0150 EUR par exemplaire	De 0 à 10 grammes inclus
Au-delà de 10 jusqu'à 40 grammes inclus	0,0390 EUR par exemplaire	Au-delà de 10 jusqu'à 40 grammes inclus
Au-delà de 40 jusqu'à 225 grammes inclus	0,0585 EUR par exemplaire	Au-delà de 40 jusqu'à 225 grammes inclus
Supérieurs à 225 grammes	0,1050 EUR par exemplaire	Supérieurs à 225 grammes

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de la presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,006€ par exemplaire distribué, quel que soit le poids.

Si la presse régionale gratuite insère des cahiers publicitaires supplémentaires dans leurs éditions, ces « cahiers » seront taxés au même taux que les écrits publicitaires.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 5. - Les rôles seront arrêtés et rendus exécutoires par le Collège communal. Ils seront transmis sans délai à la Directrice financière chargée de la perception.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 6. - La taxe est perçue par voie de rôle.

Tout contribuable est tenu de faire, préalablement à chaque distribution, une déclaration à l'Administration communale, contenant, outre l'identification complète des contribuables solidaires, tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Cette déclaration devra être accompagnée d'un exemplaire de la publication et dans le cas où la distribution ne concerne pas la totalité des boîtes aux lettres de la Ville de Mouscron, le détail des zones concernées par la distribution.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les erreurs, imprécisions ou le caractère incomplet de la déclaration susvisé sont constatés par le fonctionnaire assermenté et désigné à cet effet par le Collège Communal conformément à l'article L3321-7 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

En cette hypothèse, le nombre d'exemplaires distribués sera considéré comme égal au nombre de toutes les boites aux lettres susceptibles d'être desservies et situées sur la zone de distribution.

En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 7. - La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 8. - Les clauses relatives à l'enrôlement, le recouvrement, le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 9. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément aux dispositions légales en vigueur, une sommation de payer sera envoyée au contribuable par courrier recommandé. Les frais de cet envoi seront à charge du contribuable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 10. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron ou à l'exercice des droits précités, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 11. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

121e

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES AGENCES DE PARIS SUR LES COURSES DE CHEVAUX - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, § 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, un impôt annuel sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur les succursales de ces agences.

Par agence ou succursale d'agence, on entend, pour l'application de l'impôt, tout local situé en dehors des enceintes où les courses de chevaux ont lieu et où des paris sur lesdites courses sont acceptés ou organisés.

Article 2 - Le taux de l'impôt est fixé à 62,00 € par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 3 - L'impôt est dû par l'exploitant de l'agence ou de la succursale. Si l'agence ou la succursale est tenue pour le compte d'un tiers, par un gérant ou un autre préposé, le commettant est seul considéré comme exploitant pour l'application de l'impôt.

Article 4 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale les éléments nécessaires à l'imposition, pour le 31 mars de l'année qui suit.

Article 5 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement Wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

122ème OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES CLUBS PRIVÉS - EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle sur les clubs privés.

Par clubs privés, on entend les établissements où il est offert la possibilité de consommer des boissons et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités ou réservé à certaines personnes. Sont visés les clubs privés existants au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 - L'impôt est dû solidairement par l'exploitant et le propriétaire de l'établissement.

Article 3 - L'impôt est fixé à 10.354,00 € par année et par établissement.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à l'enrôlement.

Article 5 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

123e **Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES SÉJOURS - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que les personnes qui résident sur le territoire de la commune de Mouscron et n'y sont pas domiciliées génèrent un coût d'entretien de voirie, de sécurité, de salubrité et fonctionnement général de la commune, auquel ils ne contribuent pas ;

Considérant la nécessité pour la commune de combler le manque à gagner des immeubles affectés à l'usage de logements loués meublés et non à l'usage de logements privés destinés aux habitants domiciliés sur le territoire (perte de la rétrocession des centimes additionnels à l'impôt) ;

Considérant que la taxe vise le séjour de personnes non inscrites au registre de la population ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 24 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 24 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les séjours.
Est visé le séjour des personnes, non inscrites au registre de la population ou au registre des étrangers pour le logement où elles séjournent, dans une infrastructure d'hébergement, à savoir : établissement hôtelier, hébergement touristique, meublés de vacances, hébergement de grande capacité, chambres d'hôtes, camping, villas de vacances, etc.
Ne sont pas visés les auberges de jeunesse agréées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, les centres de tourisme social, ni les établissements gérés par une association sans but lucratif.

Article 2 - La taxe est due par la personne qui donne le ou les logement(s) en location.

Article 3 - La taxe est fixée à 1,15 € par personne de plus de 12 ans et par nuit.
Lorsque la taxation vise les hébergements dûment autorisés à utiliser une dénomination protégée par le Code wallon du Tourisme, la taxe est réduite de moitié. Le redevable devra fournir la preuve qu'il répond aux conditions du Code wallon du Tourisme.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Le contribuable a l'obligation de tenir par date d'arrivée un registre mentionnant pour chaque hébergement les jours d'arrivée et de départ et le nombre de personnes hébergées. Ce registre devra être présenté immédiatement à toute réquisition d'un agent délégué à cet effet par l'Administration communale.

Le contribuable est tenu de déclarer à l'Administration communale toute modification survenue dans sa capacité d'hébergement ou sa situation professionnelle.

Article 5 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. En cette hypothèse, le taux d'occupation sera, par défaut, défini comme étant une personne par nuit, par jour calendrier compris dans le semestre concerné et par lit disponible au sein de l'établissement.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANCAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

124 ème **OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LA FORCE MOTRICE - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu le Décret-programme du 23 février 2006 relatif aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que le taux de la taxe est conforme à la circulaire budgétaire susmentionnée, en ce qu'il n'est pas majoré par rapport à l'exercice précédent ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, à charge de toute personne physique ou morale, ou solidairement, par les membres de toute association exerçant, au cours de l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice d'imposition, une profession indépendante ou libérale, exerçant une activité commerciale, industrielle, agricole, financière, artisanale ou de service sur le territoire de la Ville, une taxe sur les moteurs quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionnent, de 22,3104 € par kilowatt.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Ne sont pas portés au rôle les contribuables dont le montant de l'impôt n'atteint pas la somme de 7,44€ par lieu d'activité.

L'impôt est dû pour les moteurs (fixes ou mobiles) utilisés par le contribuable pour l'exploitation de son établissement ou de ses annexes.

Est à considérer comme annexe à un établissement toute installation ou entreprise, tout chantier quelconque établi sur le territoire de la commune pendant une période ininterrompue d'au moins 90 jours calendrier.

Par contre, l'impôt n'est pas dû à la commune siège de l'établissement pour les moteurs utilisés par l'annexe définie ci-avant et dans la proportion où ces moteurs sont taxés par la commune où se trouve l'annexe si ladite période de 90 jours consécutifs est atteinte.

Si un établissement ou une annexe utilise de manière régulière et permanente un moteur mobile pour le relier à une ou plusieurs de ses annexes, ou à une voie de communication ce moteur donne lieu à l'impôt dans la commune où se trouve soit le siège de l'établissement, soit l'annexe.

Art. 2. - L'impôt est établi suivant les bases ci-après :

a) Si l'installation ne comporte qu'un seul moteur, l'impôt est fixé d'après la puissance indiquée dans l'arrêté accordant l'autorisation d'établir le moteur ou donnant acte de cet établissement.

b) Si l'installation comporte plusieurs moteurs, la puissance imposable s'établit en additionnant les puissances indiquées dans les arrêtés accordant les autorisations d'établir les moteurs ou donnant acte de ces établissements et en affectant cette somme d'un coefficient de simultanéité variable avec le nombre de moteurs.

Ce coefficient qui est égal à l'unité pour un moteur est réduit de 1/100 de l'unité par moteur supplémentaire jusqu'à 30 moteurs, puis reste constant et égal à 0,70 pour 31 moteurs et plus.

Art. 3. - La taxe sur la force motrice est supprimée sur tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf à partir du 1er janvier 2006 pour autant que les justificatifs y afférents soient fournis.

L'expression « constitué à l'état neuf » vise le cas où une entreprise achète des pièces et construit lui-même le bien. La date alors à prendre en considération est la date de mise en service du bien.

Les moteurs reconditionnés (c'est-à-dire rembobinés ou remis à l'état neuf) ne doivent pas être considérés comme des investissements nouveaux.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dans l'hypothèse d'un changement de nom d'une société avec ou sans changement de numéro de TVA ou de délocalisation du site de production, seuls les moteurs installés après 2006 qui étaient exonérés avant le changement peuvent continuer à bénéficier de l'exonération.

Art. 4. – Sont exonérés de l'impôt :

1)

a) Le moteur inactif pendant l'année entière.

b) L'inactivité partielle, d'une durée ininterrompue égale ou supérieure à 30 jours consécutifs calendrier, donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels les moteurs auront chômé. La période des vacances obligatoires n'est pas prise en considération pour l'obtention du dégrèvement prévu pour inactivité des moteurs.

En cas d'exonération pour inactivité partielle, la puissance du moteur exonéré est affectée du facteur de simultanéité appliqué à l'installation de l'intéressé.

L'obtention du dégrèvement est subordonnée à la remise par l'intéressé d'avis recommandés à la poste ou remis contre reçu, dans les huit jours calendrier, faisant connaître à l'Administration d'une part la date où le moteur commencera à chômer, d'autre part celle de sa remise en marche, ainsi que les modifications ou déplacements éventuels apportés à son installation durant l'année.

Le chômage ne prendra cours pour le calcul du dégrèvement qu'après la réception du premier avis.

Sous peine de déchéance du droit à la modération de la taxe, la mise hors d'usage d'un ou plusieurs moteurs, pour cause d'accident, doit être notifiée, dans les huit jours calendrier, à l'Administration Communale.

2) Les moteurs actionnant des véhicules assujettis à la taxe de la circulation sur les véhicules automobiles ou explicitement exemptés par la législation sur la matière.

   Ne sont pas spécialement exemptés de l'impôt, tous les outils industriels tels que broyeurs et mortiers, grues mécaniques, rouleaux compresseurs, goudronneuses, chargeurs sur pneus, élévateurs à fourches, pelles hydrauliques, etc ainsi que les camions de chantier et autres véhicules industriels qui, n'étant pas conçus pour effectuer du transport de personnes ou de marchandises sur la voie publique et servant uniquement sur chantier, tombent en dehors du champ d'application de la taxe de circulation. Ceux-ci sont par conséquent imposables à la taxe sur les moteurs.

3) Le moteur à air comprimé.

   Cette mesure n'a pas pour effet d'exonérer de la taxe sur la force motrice les moteurs qui fournissent l'air comprimé, tels que compresseur mais bien ceux qui utilisent de l'air comprimé.

4) La force motrice utilisée pour le service des appareils d'épuisement des eaux, quelle que soit l'origine de celle-ci, d'éclairage, de ventilation exclusivement destinée à un usage autre que celui de la production elle-même.

5) Le moteur de réserve, c'est-à-dire celui dont le service n'est pas indispensable à la marche normale de l'usine et qui ne fonctionne que dans des circonstances exceptionnelles, pour autant que sa mise en service n'ait pour effet d'augmenter la production des établissements en cause.

6) Le moteur de rechange, c'est-à-dire celui qui est exclusivement affecté au même travail qu'un autre qu'il est destiné à remplacer temporairement.

   Les moteurs de réserve et de rechange peuvent être appelés à fonctionner en même temps que ceux utilisés normalement pendant le laps de temps nécessaire pour assurer la continuité de la production.

7) Les moteurs utilisés par un service public (État, Communauté, Région, Province, Commune, Intercommunale, Régie, etc.) ou considérés comme étant affectés à un service d'utilité publique.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 5. – Les moteurs exonérés de l'impôt par suite d'inactivité pendant l'année entière, ainsi que ceux exonérés en application de la disposition faisant l'objet des exonérations prévues à l'article 4 n'entrent pas en ligne de compte pour fixer le facteur de simultanéité de l'installation du redevable.

Art. 6. – Chaque année, l'Administration Communale fait parvenir au contribuable concerné une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 30 jours calendrier de la délivrance du document.

L'Administration Communale peut faire procéder à la vérification des déclarations par les agents recenseurs ou les représentants de celle-ci.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Art. 7. – L'exploitant est tenu de notifier à l'Administration Communale les modifications ou déplacements éventuels apportés à son installation dans le cours de l'année

Art. 8. – Un rôle sera établi d'après le recensement des éléments imposables en activité pendant l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. Il sera dressé par le Collège Communal et rendu exécutoire par celui-ci.

Art. 9. – A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Art. 10. – En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 11. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 12. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 13. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 14. - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 15. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

125ème OBJET : **RÈGLEMENT TAXE SUR LES INHUMATIONS - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les inhumations, dispersions et conservations des cendres en columbarium.

Article 2 - La taxe est fixée à 406,00 € par inhumation, dispersion des cendres ou mise en columbarium.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 - La taxe ne s'applique pas à l'inhumation, la dispersion des cendres ou mise en columbarium:

1° d'une personne inscrite, au moment de son décès, au registre de la population, des étrangers ou d'attente de la commune de Mouscron ;

2° d'une personne décédée ou trouvée morte sur le territoire de la commune de Mouscron, quel que soit son domicile ;

3° d'un indigent ;

4° d'un militaire, d'un civil mort pour la Patrie ou d'un membre des services de sécurité décédé en service commandé ;

5° d'une personne qui a été domiciliée au moins vingt années sur le territoire de la commune de Mouscron au cours de sa vie ;

6° d'une personne qui souhaite être inhumée à Mouscron en vue d'un regroupement familial ;

7° d'une personne qui lègue son corps à la science.

Article 4 – Le recensement sera opéré par les agents de l'administration communale.

La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 5 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

Article 6 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 7 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 8 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

126

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES IMMEUBLES INOCCUPÉS ET/OU DÉLABRÉS - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, § 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, *« aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres »* (arrêt n°18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant le manque récurrent de logements auquel est confronté la commune, ainsi que les nuisances et le sentiment d'insécurité que peut ressentir le voisinage d'un immeuble inoccupé ou délabré ;

Considérant que la commune souhaite en conséquence limiter le nombre d'immeubles inoccupés ou délabrés et lutter contre la spéculation immobilière ;

Que cette taxe vise dès lors à promouvoir la politique foncière communale en permettant l'usage adéquat des immeubles, à supprimer l'impact inesthétique sur l'environnement et à atténuer des situations génératrices d'insécurité et de manque de salubrité ;

Considérant que la taxe est fixée comme suit :

- 100,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour le 1er exercice d'imposition durant lequel l'immeuble est inoccupé ou délabré ou les deux ;
- 180,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour le 2er exercice d'imposition consécutif ;
- 240,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour les exercices d'imposition consécutifs, sans discontinuité ;

Que ces taux de la taxe sont raisonnables ;

Qu'ils sont conformes à la circulaire budgétaire dès lors qu'ils ne dépassent pas le taux maximum recommandé par celle-ci pour la taxe sur les immeubles inoccupés et/ou délabrés ;

Qu'ils ne présentent aucun caractère prohibitif, c'est-à-dire qu'ils ne sont manifestement pas disproportionnés par rapport à la faculté contributive du redevable ;

Qu'il s'indique de prévoir un taux progressif lorsque l'immeuble demeure inoccupé durant plusieurs exercices d'imposition consécutifs ;

Qu'en effet, le but accessoire poursuivi par la taxe est la lutte contre l'abandon des immeubles en incitant les propriétaires à exécuter les travaux de remise en état ou d'amélioration de leurs immeubles en vue de permettre une occupation ;

Considérant qu'il convient dès lors d'inciter les propriétaires à exécuter lesdits travaux, tout en leur laissant un délai suffisant afin de réaliser les travaux nécessaires à son occupation ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1– Objet de la taxe

§1. Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale directe sur les immeubles bâtis inoccupés et/ou délabrés, avérés sur une période de 6 mois au moins et identique pour tous les redevables.

Au sens du présent règlement, est considéré comme :

1° Immeuble bâti

Tout bâtiment ou toute installation en tenant lieu, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut

être démonté ou déplacé, non visé par le décret du 27 mai 2004 relatif aux sites d'activité économique désaffectés de plus de mille (1.000) mètres carrés.

2° Immeuble bâti inoccupé

a) L'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâti pour lequel ou laquelle aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population ou d'attente au cours de la période comprise entre deux constats d'inoccupation consécutifs visés à l'article 5, à moins que le redevable ne prouve que l'immeuble a effectivement servi d'habitation au cours de cette période ;

b) L'immeuble bâti ou partie d'immeuble qui n'a pas servi au cours de la période comprise entre deux constats d'inoccupations consécutifs visés à l'article 5, de lieu d'exercice d'activité économique de nature industrielle, artisanale, agricole, horticole, de commerce ou de services, inscrit à la Banque Carrefour des entreprises (BCE), à moins que le redevable n'en apporte la preuve contraire ;

c) Indépendamment de l'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâti visé aux points a) et b) du présent article, l'immeuble bâti ou la partie d'immeuble bâtie :

- Dont l'exploitation relève du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dès lors que :
  - Soit le permis d'exploiter, d'environnement, unique ou la déclaration requise n'a pas été mis en œuvre et est périmé,
  - Soit que ledit établissement fait l'objet d'un ordre d'arrêter d'exploitation, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation prononcé en vertu du décret susmentionné.

- Dont l'occupation relève d'une activité soumise à un permis d'urbanisme relatif à une implantation commerciale en vertu du CoDT, lorsque ladite implantation fait l'objet d'un ordre de fermeture, d'un retrait ou d'une suspension d'autorisation ou d'une mesure de sanction ;

- Faisant l'objet d'un arrêté d'inhabilité en application du Code wallon du logement ;

- Faisant l'objet d'un arrêté ordonnant la démolition ou en interdisant l'occupation, pris en application de l'article 135 de la nouvelle Loi communale ;

d) L'immeuble bâti ou partie d'immeuble occupé sans droit ni titre.

3° Immeuble bâti délabré

L'immeuble bâti ou partie d'immeuble bâtie dont l'état du clos (c'est-à-dire des murs, huisseries, fermetures, etc) ou du couvert (c'est-à-dire de la couverture, charpente, etc) présente en tout ou en partie soit des signes de délabrement résultant d'un état de vétusté manifeste, soit un manque d'entretien manifeste, ou encore qui n'est pas compatible avec l'occupation à laquelle il est structurellement destiné.

§2. Le fait générateur de la taxe est le maintien en l'état d'un immeuble inoccupé ou délabré qui a fait l'objet de constats établis et notifiés.
La période imposable est l'année au cours de laquelle le deuxième constat tel que visé à l'article 5 §2, ou le constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 5 §3 établissant l'existence d'un immeuble bâti et inoccupé ou délabré, est dressé.

Article 2 - Redevable
La taxe est due par le titulaire du droit réel (propriétaire, usufruitier,...) sur tout ou partie d'un immeuble inoccupé ou délabré ou les deux à la date du deuxième constat, ou, le cas échéant, de chaque constat postérieur à celui-ci.

En cas de pluralité de titulaires du droit réel, chacun d'entre eux est solidairement redevable de la taxe.

Article 3 - Taux de la taxe

§1. La taxe est fixée à :
- 100,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour le 1er exercice d'imposition durant lequel l'immeuble est inoccupé ou délabré ou les deux ;
- 180,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour le 2er exercice d'imposition consécutif ;
- 240,00 € par mètre courant ou fraction de mètre de façade d'immeuble ou de partie d'immeuble pour les exercices d'imposition subséquents, sans discontinuité.

Le montant de la taxe est le résultat de la multiplication du nombre de mètres courants de façade principale par le nombre de niveaux partiellement ou totalement inoccupés, autres que les caves, les sous-sols et les greniers non aménagés.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Par façade principale, il y a lieu d'entendre :
- Lorsque l'immeuble inoccupé ou la partie d'immeuble inoccupé est front à rue, la façade où se situe la porte d'entrée principale et si l'immeuble possède plusieurs façades, la façade qui a la plus grande longueur du bâti
- Lorsque l'immeuble inoccupé ou la partie d'immeuble inoccupé n'est pas à front de rue, la face extérieure du bâtiment

Et si l'immeuble possède plusieurs façades, la façade qui a la grande longueur du bâti.

Tout mètre commencé est dû en entier.

§2. Pour déterminer le nombre de mètre courant ou fraction de mètre de façade principale, le fonctionnaire assermenté de la commune procède à un relevé physique manuel, qu'il consigne dans un procès-verbal de constat.

Le calcul de la base imposable visé au paragraphe 1er s'effectue au prorata du revenu cadastral lorsque l'immeuble ou partie d'immeuble comporte plusieurs parties distinctes.

Article 4 - Exonérations

Sont exonérés de la taxe :

1. les immeubles dont l'inoccupation résulte d'un cas de force majeure ;

2. Les immeubles accidentellement sinistrés depuis moins de deux années à la date du second constat (article 5, §2) ;

3. Les immeubles bâtis inoccupés pour cause de travaux de rénovation ou de réhabilitation en cours, pour autant que les redevables de la taxe puissent prouver par des factures et/ou des tickets acquittés que le montant des travaux réalisés pendant la période comprise entre le 1er janvier de l'exercice d'imposition concerné et le constat visé à l'article 5, §2 est supérieur au triple du montant de la taxe qui serait due au principal. Cette cause d'exonération ne pourra excéder une année à dater du 1er constat visé à l'article 5, §1er, du règlement ;

4. En cas de transfert ou de mutation du droit de propriété de l'immeuble bâti inoccupé, durant une année qui suit la date de l'acte authentique ou en l'absence d'acte notarié pour les successions, la date à laquelle la déclaration de succession a été déposée au bureau de l'enregistrement.

Article 5 – Procédure de constat

L'administration communale appliquera la procédure de constat suivante :

§1. a) Le fonctionnaire assermenté et désigné par le Collège communal conformément à l'article L3321-7 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dresse un constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé ou délabré.

b) Double constatation pour la première taxation :
Afin de pouvoir taxer un immeuble pour la première fois, l'Administration doit établir deux constats successifs, distants de 6 mois minimum, la durée étant identique pour tous les redevables, prouvant l'inoccupation et/ou la dégradation de l'immeuble.
Les constats sont réalisés par un fonctionnaire communal assermenté, sur base de :

- Une inspection sur place (avec rapport et preuves photographiques) ;
- L'analyse des données cadastrales et urbanistiques (absence de permis en cours, occupation déclarée,...) ;
- Des témoignages et documents complémentaires, si nécessaire.

c) Constat unique pour les taxations suivantes :
A partir du deuxième exercice d'imposition consécutif, un seul constat annuel suffit pour maintenir l'assujettissement à la taxe :

- Ce constat doit être réalisé dans un délai minimal de 12 mois après le constat précédent.
- Il suit la même procédure que les constats initiaux (inspection, preuves, rapport d'évaluation).
- Si le constat annuel établit que l'immeuble est toujours inoccupé et/ou délabré, la taxe est due pour l'exercice fiscal en cours.

Le propriétaire peut contester l'assujettissement s'il prouve qu'une activité économique a repris ou que des travaux ont permis la réhabilitation de l'immeuble.

d) Notification et droit de réponse :
Chaque constat est notifié au titulaire du droit réel par courrier recommandé.

- Le redevable dispose de 30 jours après le premier constat pour apporter des observations écrites ou fournir des éléments de contestation.

- En cas d'absence de contestation ou si les éléments fournis ne sont pas suffisants la taxation est confirmée pour l'exercice concerné.

Lorsque les délais, visés aux points b) et c), expirent un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

§2. Un contrôle est effectué au plus tôt six mois après l'établissement du constat visé au point a) et au plus tard douze mois après l'établissement du constat visé au point a).

Si, suite au contrôle visé à l'alinéa 1er du présent paragraphe, un second constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé ou délabré ou les deux est dressé, l'immeuble ou la partie d'immeuble inoccupé ou délabré ou les deux est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 1er.

§3. Un contrôle est effectué annuellement, au plus tôt 6 mois après l'établissement du constat précédent.
Si un nouveau constat établissant l'existence d'un immeuble bâti inoccupé ou délabré est dressé, l'immeuble ou la partie d'immeuble est considéré comme maintenu en l'état au sens de l'article 1er.

§4. La procédure d'établissement du second constat et des constats ultérieurs est réalisée conformément au §1er.

Article 6 – Indivisibilité de la taxe
La taxe est indivisible et est due pour toute l'année

Article 7 – Perception
La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 8 - La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

Article 10 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 11 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

127e

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle sur les établissements bancaires.

Article 2 - La taxe est à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé, sur le territoire de la commune, un établissement bancaire ou assimilé ouvert au public.

Article 3 - Par établissement bancaire ou assimilé il faut entendre les entreprises dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et/ou à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation ou pour le compte duquel elle exerce une activité d'intermédiaire de crédit.

Par poste de réception, il faut entendre tout endroit (local, bureau, guichet,..) où un proposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Article 4 - Le taux de la taxe est fixé à 300,00 € par an et par poste de réception.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 5 - La taxe est due pour l'année civile entière quelle que soit l'époque d'installation et la durée de fonctionnement.

Article 6 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'année d'imposition, les éléments nécessaires à l'imposition.

Article 7 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 8 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,

- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 9 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle

Article 10 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 11 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 12 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 13 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

128ème **OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant l'objectif accessoire de favoriser le développement du petit commerce, généralement de proximité, qui participe au développement économique tout en influençant directement et favorablement la vie des habitants de la commune, notamment en termes de diversité de l'appareil commercial et de mobilité urbaine ;

Considérant que les surfaces commerciales occupant de vastes locaux commerciaux génèrent un chiffre d'affaires plus importants grâce à une clientèle plus large drainée par rapport aux commerces de petite dimension effectuant des activités plus modestes ;

Qu'il s'indique dès lors de différencier objectivement les commerces de petite dimension de ceux disposant de plus vastes locaux commerciaux, en exonérant les commerces de petite dimension et en taxant les commerces de grande dimension proportionnellement à leur superficie tout en prévoyant un

montant maximal pour éviter tout caractère prohibitif de la taxe et pour ne pas porter atteinte de manière disproportionnée à la « liberté de commerce » ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle sur les surfaces commerciales accessibles au public.

Art. 2. - Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « surfaces commerciales », toute surface destinée à la vente de biens meubles (denrées ou marchandises) et accessibles au public, dont l'activité consiste à revendre de manière habituelle des marchandises à des consommateurs en nom propre et pour compte propre, sans faire subir à ces marchandises d'autre traitement que les manipulations usuelles dans le commerce.

Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par surfaces « accessibles au public », toute surface destinée à la vente et accessible au public, en ce compris notamment les zones non couvertes, les zones de caisses et les zones situées à l'arrière des caisses, à l'exception des parties d'immeuble qui ne sont pas accessibles au public tels : pièces réservées au domicile privé, locaux réservés au stockage de marchandises, bureaux et autres locaux strictement réservés au personnel.

Sont également considérés comme surfaces accessibles au public, les établissements accueillant le public sous certaines conditions : droit d'entrée, cotisation de membre, qualité de commerçant, etc.
Les surfaces commerciales telles que définies ci-dessus se développant sur plusieurs étages accessibles au public ne sont taxables que pour la surface au sol mesurée au rez-de-chaussée et accessible au public.

Art. 3. - L'impôt est dû par la personne physique ou morale pour compte de qui lesdits biens sont offerts à la vente au public.

Art. 4. – La taxe est due pour toute surface commerciale généralement accessible au public et existant au 1er janvier de l'exercice, que la surface commerciale soit accessible ou non le 1er janvier pour cause de jour férié.

Art. 5. – Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

- Exonération pour les 800 premiers m²
- 4,00 €/m² à partir du 801ème m², avec un maximum de 6.000,00 €

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 6. – L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 30 septembre de l'exercice d'imposition ou dans les trois mois de l'accessibilité au public d'une surface visée au présent règlement les éléments nécessaires à l'imposition.

Art. 7. – A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 8. – En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 9. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 10. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 11. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 12. - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 13. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement Wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHIMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

129ème OBJET : REGLEMENT TAXE SUR L'ABSENCE D'EMPLACEMENT DE PARCAGE – Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que le nombre de véhicules croit chaque année de sorte que les problèmes de circulation et de parcage sont de plus en plus aigus ;

Que les difficultés se trouvent accrues du fait que de nombreux véhicules sont laissés en stationnement sur la voie publique, diminuant d'autant plus la possibilité de circuler ;

Considérant que la taxe est fixée à la somme de 3.135,00 € ;

Que le taux de la taxe est raisonnable ;

Qu'il est conforme à la circulaire budgétaire pour l'année 2026 dès lors qu'il ne dépasse pas le taux maximum recommandé par celle-ci (6.000,00 €), demeurant en deçà de celui-ci ;

Qu'il ne présente aucun caractère prohibitif, c'est-à-dire qu'il n'est manifestement pas disproportionné par rapport à la faculté contributive du redevable ;

Considérant également le caractère dense du bâti mouscronnois ;

Attendu qu'il y a lieu de distinguer la situation de stationnement entre un commerce et un logement, l'un étant considéré comme plus temporaire que l'autre ;

Considérant qu'il convient d'exonérer les commerces, des deux premières places manquantes afin de conserver l'attractivité de la ville et de ses nodules commerciaux, ainsi que de lutter contre les cellules vides ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur :

a) le défaut d'aménagement, lors de la construction ou de la transformation de bâtiments, d'un ou de plusieurs des emplacements de parcage, conformément aux normes et prescriptions techniques prévues à l'article 5 du présent règlement ;

b) le changement d'affectation d'emplacements de parcage, ayant pour effet qu'un ou plusieurs des emplacements de parcage existants ou prévus, conformément aux normes et prescriptions techniques prévues à l'article 5 du présent règlement par le présent règlement communal, cessent d'être utilisables à cette fin ;

c) Le changement d'affectation d'un immeuble ou partie d'immeuble, ayant pour effet qu'un ou plusieurs emplacements de parcage prévus, conformément aux normes et prescriptions techniques prévues à l'article 5 du présent règlement, font défaut. Par changement d'affectation d'un immeuble ou partie d'immeuble, on entend le fait de changer l'usage qui en est fait.

d) Le fait qu'un permis ou une déclaration au sens du Code du Développement Territorial ou au sens du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement soit ou non requis pour les opérations visées au présent article, est sans incidence sur la redevabilité de la taxe.

Art. 2. - La taxe est due :

- dans les cas visés à l'article 1er a) par le titulaire d'un permis d'urbanisme qui n'a pas maintenu, prévu ou réalisé un ou plusieurs des emplacements de parcage.

- Dans les cas visés à l'article 1er b) et c) : par le propriétaire ou le locataire qui change l'affectation d'un immeuble ou partie d'immeuble, qu'un permis d'urbanisme soit ou non exigé.

Le propriétaire du bien taxé est solidairement responsable du paiement de la taxe au cas où le titulaire du permis d'urbanisme ne serait pas le propriétaire du bien taxé.

Pour les commerces, les deux premières places manquantes seront exonérées.

Art. 3. - La taxe est fixée à 3.135,00 €, par emplacement de parcage manquant ou non maintenu.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 4. - La taxe est due une seule fois.

Art. 5. - Les normes et prescriptions techniques pour l'application de la taxe sont les suivantes :

I) On entend par emplacement de parcage ; sans préjudice des exigences en matière d'aménagement du territoire :

1) soit un box ou garage dont les dimensions minimales sont de 6 m de long, 3,00 m de large et 1,80 m de haut.

2) Soit un emplacement couvert dont les dimensions minimales sont de 5 m de long, 2,50 m de large et d'une hauteur minimale de 1,80 m.

3) Soit un emplacement en plein air dont les dimensions minimales sont 5 m de long et 2,50 m de largeur pour du stationnement perpendiculaire à la bande de roulement et de 6 m de long et 2 m de largeur pour du stationnement longitudinal à la bande de roulement.

II) METHODE DE CALCUL DU NOMBRE D'EMPLACEMENTS A ERIGER

AVANT-PROPOS : Par surface de plancher on entend la surface utile de toutes les pièces de l'immeuble concerné à l'exclusion des escaliers et cages d'ascenseurs.

Le changement d'affectation d'un immeuble ou partie d'immeuble déterminé est assimilé à une nouvelle construction pour chacune des rubriques suivantes (A à J).

En cas de changement d'affectation, il sera toutefois tenu compte des taxes sur l'absence d'emplacement de parcage déjà perçues pour cet immeuble.

A) CONSTRUCTIONS A USAGE DE LOGEMENTS MULTIPLES

1°) Nouvelles constructions : 1 emplacement de parcage par logement (appartement, studio, flat...).

2°) Travaux de transformations : 1 emplacement de parcage par logement supplémentaire.

Cette directive est applicable à la transformation de maison uni-familiale en logements multiples.

3°) Pour les immeubles à usage de « kot » pour étudiants : 1 emplacement de parcage par tranche de 4 kots aménagés (ex : 3 kots = 1 place, 5 kots = 2 places).

Les emplacements devront être spécifiquement dédiés aux occupants du/des logements.

B) CONSTRUCTIONS A USAGE COMMERCIAL

Il s'agit des magasins de vente, grands et petits, de même que les luna-parks, salles de jeux, bowlings, restaurants, cafés et autres établissements du genre, dont les places seront accessibles directement depuis le domaine public et spécifiquement dédiées, en tout temps, à la clientèle.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

1°) NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Une place de parcage par 50 m² ou fraction de 50 m² de surface de plancher

2°) TRAVAUX DE TRANSFORMATIONS

- Une place de parcage par 50 m² ou fraction de 50 m² de plancher supplémentaire.

C) CONSTRUCTIONS A USAGE INDUSTRIEL ET ARTISANAL, DEPOT DE TRAMS, AUTOBUS ET TAXIS

1) NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Une place de parcage par personne occupée ou par 100 m² de surface de plancher servant au fonctionnement de l'entreprise.

Le contribuable a le choix de la formule qui lui est la plus favorable.

2) TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET OU AUGMENTATION DU NOMBRE DE PERSONNES OCCUPEES

- Une place de parcage par personne occupée supplémentaire ou par 100 m² supplémentaires de surface de plancher servant au fonctionnement de l'entreprise.

D) CONSTRUCTIONS A USAGE DE BUREAUX EN CE COMPRIS LES CABINETS DES PROFESSIONS LIBERALES

1) NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Une place de parcage par 50 m² ou fraction de 50 m² de surface de plancher

2) TRAVAUX DE TRANSFORMATION

- Une place de parcage supplémentaire par 50 m² ou fraction de 50 m² de surface de plancher supplémentaire

E) GARAGES POUR LA REPARATION DE VEHICULES

1) NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Une place de parcage par 50 m² ou fraction de 50 m² de surface de plancher

2) TRAVAUX DE TRANSFORMATION

- Une place de parcage de plus par 50 m² ou fraction de 50 m² de surface de plancher supplémentaire

F) HOTELS

1) NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Une place de parcage par chambre d'hôtel.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2) TRAVAUX DE TRANSFORMATION

- Pour les chambres et la surface supplémentaire, même norme que pour les nouvelles constructions.

G) LIEUX PUBLICS : THEATRES, CINEMAS, SALLES DE CONCERTS ETC.

- Une place de parcage par 3 places assises.

H) HOPITAUX ET CLINIQUES

- Une place de parcage pour trois lits en cas de nouvelle construction, et en cas de travaux de transformation.

I) EQUIPEMENTS SPORTIFS

- Pratique intérieure : (exemple : salle de Body Building, salle de Squash, piscine, y compris buvette et club-house) : une place par 50 m² en cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation.
- Pratique extérieure ou assimilée : (exemple : manège équestre, cours de tennis, ...) : une place par 250 m² en cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation.

J) CONSTRUCTIONS A USAGES MULTIPLES

Pour les constructions dont les destinations sont multiples, le nombre d'emplacement de parcage sera déterminé par le cumul des directives reprises au présent article.

K) REGLE DES 400 M, COMMUNES AUX POINTS REPRIS DU A) AU J)

Une exonération de la taxe peut être accordée au contribuable repris à l'article 2 s'il apporte la preuve qu'il est propriétaire d'une parcelle, sise dans un rayon de 400 mètres (à calculer à partir des coins de la parcelle à bâtir où la construction principale doit être érigée), sur laquelle il a aménagé, construit, fait aménager ou fait construire les places de parcage ou les garages nécessaires.

Art. 6. - Le montant de l'impôt qui a été régulièrement payé pourra être remboursé aux contribuables, qui en feront la demande écrite au Collège Communal, si les conditions énoncées ci-après sont rencontrées :

1. La demande doit intervenir dans un délai de cinq ans prenant cours à la date de paiement au comptant ou à la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle.
2. La demande devra être accompagnée de la preuve de la création d'emplacements de parcage rendant caduque les conditions initiales de l'application de l'impôt.
3. Le titre de propriété accompagnant la requête mentionnera l'existence d'une servitude ou une mise à disposition exclusive liant les emplacements de parcage au bâtiment érigé ou transformé et ce, pendant une période de 20 ans.
4. Le remboursement pourra être partiel ou total selon que la création d'emplacements annule partiellement ou totalement les conditions initiales de l'impôt.

Art. 7. - Le montant de l'impôt qui a été régulièrement payé pourra être remboursé aux contribuables qui en feront la demande écrite au Collège Communal si, d'une part, il n'y a pas eu de début d'exécution de

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

la construction ou de la transformation dans le délai de validité du permis d'urbanisme et si, d'autre part, il n'y a pas eu de demande de prolongation dudit permis au terme de sa validité.

Art. 8. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 9. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 10. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 11. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 12. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

130e

OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES SECONDES RÉSIDENCES - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant que la présente taxe ne vise pas l'objet de luxe que peut constituer une seconde résidence mais uniquement les personnes qui occupent à titre principal ou secondaire un logement sur le territoire de la commune sans y être domiciliées ;

Considérant que ces personnes, qui bénéficient des infrastructures communales, ne participent pas comme les autres citoyens au financement de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu d'inciter les citoyens à fixer leur résidence principale dans la commune, de protéger l'habitation résidentielle et d'éviter l'inoccupation prolongée d'un immeuble ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale annuelle sur les secondes résidences situées sur le territoire de l'entité.

Art. 2. - Est réputé seconde résidence tout logement meublé ou non, dont la personne pouvant l'occuper n'est pas, pour ce logement, inscrite au registre de la population ou au registre des étrangers de l'entité.

Art. 3. - La taxe est due par toute personne physique qui occupe la seconde résidence au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Elle est due solidairement par le propriétaire en cas de location.

Art. 4. - Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe les locaux affectés exclusivement à l'exercice d'une activité professionnelle, les tentes et caravanes mobiles. La taxe ne s'applique pas non plus aux gites ruraux, gites à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôtes visés par le Code wallon du Tourisme.

Art. 5. - Le montant de la taxe est fixé à 700,00 €, par résidence secondaire, sauf pour les secondes résidences établies dans les campings où la taxe est fixée à 239,00 € et pour les kots étudiants où la taxe est fixée à 120,00 €.
Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 6. - L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard dans le mois de l'affectation à usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation, les éléments nécessaires à la taxation.

Les modifications ou révocations doivent également être déclarées à l'administration communale.

Le cas échéant, le rapport de l'agent de quartier établissant la présence effective du contribuable à la résidence secondaire pourra valoir déclaration.

Art. 7. - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 8. - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :
- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Art. 9. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 10. - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Art. 11. - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Art. 12. - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 13. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

131ème **OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES PHONE-SHOPS - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un phone-shop établi sur le territoire de la Commune au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 - Par phone-shop, il faut entendre tout établissement dans lequel, à titre principal, des prestations de service d'accès sur place à des outils de télécommunication tels que téléphonie ou internet sont fournis.

Article 3 - Pour les établissements de 50 m² et plus, le taux de la taxe est fixé à 21,50 €/m² de surface commerciale nette, avec un montant maximum de 2.970 euros par an et par établissement. Pour les établissements de moins de 50 m², le taux de la taxe est fixé forfaitairement à 800,00 €.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - Quiconque ouvre, cesse, cède ou transfère un tel établissement est tenu d'en faire la déclaration au Collège Communal, quinze jours au moins à l'avance.

Article 5 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à l'imposition.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL TRIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

132ème OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES AINSI QUE LES ETABLISSEMENTS CLASSES SOUMIS A ETUDE D'INCIDENCE – Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune assume un ensemble conséquent de responsabilités dans la gestion des établissements dits dangereux, insalubres et incommodes ;

Considérant le classement en 3 catégories des établissements considérés comme dangereux, insalubres et incommodes en fonction de l'importance des risques et des nuisances qu'ils impliquent pour l'homme et pour l'environnement ;

Considérant que les établissements de classe 3 sont exonérés de taxe car ceux-ci sont de moindre importance et car le coût du recensement serait plus élevé que le produit de la taxe ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements classés en vertu de la législation relative au permis d'environnement.
Sont visés :

- Les établissements dangereux, insalubres et incommodes dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II du Règlement Général pour la Protection du Travail,
- Les établissements classés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Sont visés les établissements existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 2. - La taxe est due :
- Par l'exploitant du ou des établissement(s) dangereux, insalubre(s), incommode(s)
- Par l'exploitant du ou des établissement(s) classé(s)

Art. 3. - La taxe est fixée comme suit :
- Établissements de classe 1 : 190,00 €
- Établissements de classe 2 : 90,00 €

Sont exonérés :

- Les stations d'épuration individuelles dont la capacité de traitement est inférieure à 100 équivalents-habitants,
- Les pompes à chaleur soumises à permis
- Les ruchers

Ces montants sera automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 4. – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Art. 5 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

Art. 6- En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 7 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 8 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

133e

Objet : REGLEMENT TAXE SUR LES COMMERCES DE NUIT - Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal :

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux et de la Ville relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que l'implantation et l'exploitation des commerces ouverts la nuit fait l'objet d'une attention particulière des autorités administratives et policières de la Ville, notamment en raison des spécificités géographiques de la Ville de Mouscron ;

Considérant que la Ville de Mouscron se caractérise par une forte densité de population et se situe en zone transfrontalière ;

Considérant que la majorité des commerces ouverts la nuit sont situés en zone urbaine .

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que, par leurs heures d'ouverture, et les allers et venues de la clientèle, souvent pour une brève présence, ces commerces génèrent ou sont susceptibles de générer d'importantes nuisances en termes d'insécurité, de tranquillité et/ou de troubles à l'ordre public (stationnement sauvage, problèmes de fluidité de la circulation, regroupements d'individus, problèmes interpersonnels, tapages et nuisances sonores,...) ;

Considérant que ces différents troubles engendrent des interventions policières plus nombreuses la nuit et engendrent ainsi une charge financière plus importante ;

Considérant en conséquence que par un courrier du 21 août 2025 adressé au Ministre des pouvoirs locaux, le Collège communal a demandé son autorisation de pouvoir fixer un taux forfaitaire de 5.000,00€ en lieu et place du montant préconisé par la circulaire budgétaire ;

Vu le courrier du 23 septembre 2025 du Ministre des pouvoirs locaux, autorisant l'Administration communale à porter la taxe sur les commerces de nuit à 5.000,00 € par an.

Considérant que ce taux est justifié par la situation rencontrée, in concreto, par la Ville de Mouscron ;

Considérant que ce taux ne revêt, en outre, aucun caractère prohibitif et excessif ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un commerce de nuit sur le territoire de la Commune pendant l'exercice d'imposition.

Article 2 - Par commerce de nuit, il faut entendre tout établissement dont l'activité consiste en la vente aux détails de produits alimentaires et/ou autres sous quelque forme ou conditionnement que ce soit et non destinés à être consommés sur place, qui ouvre ou reste ouvert, durant une période comprise entre 22 heures et 5 heures et ce, quel que soit le jour de la semaine.

Article 3 – Le taux de la taxe est fixé à 5.000,00 € par an.
Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 octobre de l'exercice d'imposition.

Article 5 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 6 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 7 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 9 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 10 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTE FRANÇAISE ·

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

134ème **OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES INSTALLATIONS FORAINES - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville de Mouscron autorise différents types de foires : la foire de printemps, la foire d'été, diverses foires et kermesses de quartier, ... ;

Considérant que les foires et kermesses de quartier sont organisées sur des sites différents, selon des durées différentes et qu'elles ne drainent pas toutes le même nombre de participants ;

Considérant que les foires et kermesses de quartier ont également une fonction sociale, en ce qu'elles participent à la cohésion sociale ;

Considérant que les foires et kermesses de quartier tendent par ailleurs à disparaitre faute de rentabilité financière ;

Considérant la volonté de la Ville de Mouscron de préserver les apports sociaux et économiques précités, indispensables à la vie dans les quartiers ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'à cette fin, une exonération de taxe pour les kermesses et foires de quartier est nécessaire pour y maintenir leur présence et leur activité ;

Considérant que la superficie de l'installation n'est pas proportionnelle à la rentabilité de celle-ci ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les loges foraines et les loges mobiles.

Article 2 - Est visée l'exploitation des loges foraines et des loges mobiles. On entend par loges foraines les infrastructures permettant l'exploitation d'un métier forain. On entend par loges mobiles les infrastructures permettant l'exploitation d'un métier qui, comme tel, n'est pas reconnu comme forain.

Article 3 - La taxe est due par la personne qui exploite l'installation.

Article 4 - La taxe est fixée à 0,30 € par m² de superficie occupée et par jour ; la taxe est fixée à un minimum de 150 € et à un maximum de 800 €. Les jours de montage et de démontage ne sont pas pris en compte.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 5 - Sont exonérées les kermesses et foires de quartier.

Article 6 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

Article 7 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 8 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 9 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

135ème **OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS ABANDONNÉS - Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la Loi programme du 19 juillet 2025 réformant la procédure de taxation d'office ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe sur les véhicules isolés abandonnés.

Article 2 – Par véhicule isolé abandonné, il y a lieu d'entendre tout véhicule automobile ou autre qui, étant notoirement hors d'état de circuler (soit privé de son immatriculation, soit n'est plus en état d'être déplacé par sa propre force motrice ou qui ne dispose pas d'un certificat de contrôle technique en cours de validité lui permettant de circuler, soit affecté à un autre usage que le transport de choses ou de personnes) est installé en plein air et visible des sentiers, chemins et routes accessibles au public, ou voies de chemin de fer, qu'il soit recouvert ou non d'une bâche ou de tout autre moyen similaire de couverture.

Ne sont pas considérés comme véhicules isolés abandonnés :
- Les véhicules de collection entreposés dans un local fermé à cet effet,
- Les véhicules exclusivement réservés au transport sur sentiers et chemins privés,
- Les véhicules réservés aux activités didactiques, d'exposition ou de commémoration,
- Les véhicules faisant l'objet d'un litige sur lequel il reste à statuer,

Article 3 - L'impôt est dû solidairement par le propriétaire du véhicule isolé abandonné et par le propriétaire du terrain sur lequel le véhicule isolé abandonné se situe.

Article 4 - L'impôt est fixé à 750,00 € par véhicule isolé abandonné.
La taxe est due après que le contribuable ait reçu un avertissement écrit reprenant un délai d'enlèvement et qu'il n'a pas procédé à l'enlèvement dans les 30 jours.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition n-2}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 5 - L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 15 jours de l'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à l'imposition.

Article 6 - A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7 - En cas d'enrôlement d'office, la majoration sera la suivante :

- Montant de la taxe + 10% pour ce qui concerne le premier enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 50% pour ce qui concerne le second enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 100% pour ce qui concerne le troisième enrôlement d'office,
- Montant de la taxe + 200% pour ce qui concerne le quatrième enrôlement d'office et les suivants.

Il y a 2ème enrôlement d'office si, au moment où violation est commise, le contribuable s'est vu précédemment adressé une ou plusieurs notification(s) de taxation d'office en application de l'article

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

L3321-6 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Pour la détermination du pourcentage d'accroissement à appliquer, les violations antérieures ne sont pas prises en considération si aucune violation n'est constatée pour les 4 derniers exercices d'imposition qui précédent celui pour lequel la nouvelle violation est constatée.

Article 8 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 10 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 11 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

136

OBJET : RÈGLEMENT TAXE SUR LES DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM(S) – Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu la loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la loi ne confère pas explicitement, à l'instar de la procédure de changement de prénom(s), une habilitation légale au sens de l'article 173 de la Constitution qui prévoit que « *Hors les provinces, les polders et wateringues et les cas formellement exceptés par la loi, le décret et les règles visées à l'article 134, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt au profit de l'État, de la communauté, de la région, de l'agglomération, de la fédération de communes ou de la commune* » ;

Considérant cependant que la loi du 7 janvier 2024 susvisée ne contient aucune disposition qui interdit expressément l'établissement d'une taxe ;

Considérant donc qu'en vertu de l'autonomie fiscale des communes reconnue par l'article 170 §4 de la Constitution, rien n'empêche la commune de lever une taxe sur les demandes de changement de nom(s) ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que la loi du 7 janvier 2024 précitée transfère la compétence en matière de changement de nom(s) aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure , que cette compétence se limitera aux demandes de changement de nom(s) au profit du nom du père, de la mère ou d'une combinaison des deux noms , que dans tous les autres cas, la demande restera soumise au SPF Justice ;

Considérant que le montant de la taxe ainsi que la perception de la taxe lors de l'introduction de la demande et non a posteriori, peuvent avoir un effet direct sur le nombre de demandes introduites et sont donc de nature à éviter une certaine légèreté dans le chef du demandeur ;

Considérant dès lors que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe communale sur les demandes de changement de nom(s).

Article 2 - La taxe est due par la personne qui demande le changement de nom(s).

Article 3 - La taxe est fixée à 356,40 € par demande.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N-2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 - La taxe est perçue au comptant au moment de la demande contre remise d'une preuve de paiement conformément à l'article L3321-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 5 - A défaut de paiement au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 6 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 7 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

Article 8 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 9 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

137ème OBJET : REGLEMENT TAXE SUR LES CANNABIS SHOPS - EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 61, 162 et 170, §4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 §1, 3°, L3132-1 et L3321-1 à 12 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure en matière de réclamation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que les cannabis shops ne peuvent pas vendre de cannabidiol (CBD) à des fins thérapeutiques ; qu'ils vendent essentiellement des produits à fumer, nuisibles pour la santé ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une taxe annuelle directe à charge des exploitants d'un cannabis shop sur le territoire de la Commune pendant l'exercice d'imposition.

Article 2 - Par cannabis shop, il faut entendre tout établissement dont l'activité principale ou accessoire consiste en la vente au détail de produits à base de cannabidiol (CBD) sous quelque forme et conditionnement que ce soit et qui ne peut pas attester, par tout document probant, que tous les produits susvisés ont fait l'objet d'analyses en Belgique, lesquelles confirment bien qu'ils ne contiennent pas plus de 0,2% de THC.

Article 3 - Pour les établissements de 50 m² et plus, le taux de la taxe est fixé à 21,50 €/m² de surface commerciale nette, avec un montant maximum de 2.970 euros par an et par établissement. Pour les établissements de moins de 50 m², le taux de la taxe est fixé forfaitairement à 800,00 €.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition N-1}}{\text{Indice des prix au 31/10 de l'exercice d'imposition N - 2}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Par surface commerciale nette, il faut entendre la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes. Cette surface inclut notamment les zones de caisses et les zones situées à l'arrière des caisses.

Article 4 - Le recensement sera opéré par les agents de l'administration communale. Toutefois, quiconque ouvre, cesse, cède ou transfère un tel établissement est tenu d'en faire la déclaration au Collège Communal, quinze jours au moins à l'avance.

Article 5 – La taxe est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement extrait de rôle.

Article 6 - Les clauses concernant l'enrôlement, le recouvrement et le contentieux sont celles reprises dans les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux en matière fiscale.

Article 7 - En cas de non-paiement à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux seront à charge du contribuable et seront recouvrés en même temps que le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 8 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 9 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

138ème **OBJET : REGLEMENT GENERAL RELATIF AUX AIRES DE LOISIRS DE LA VILLE DE MOUSCRON.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la nécessité d'encadrer l'utilisation des infrastructures communales afin d'en garantir le bon usage, la pérennité et la sécurité ;

Vu le Règlement Général de Police de la Ville de Mouscron, notamment ses articles 49 et 83, relatifs au comportement dans les lieux publics et à la présence d'animaux ;

Vu les plaintes et remarques récurrentes des riverains concernant les nuisances sonores, les comportements inappropriés et les dégradations observées sur les aires de loisirs ;

Vu les enjeux liés à la sécurité des usagers, notamment des enfants, et à la cohabitation harmonieuse entre les différents publics ;

Considérant que les aires de loisirs constituent des espaces essentiels de détente, de socialisation et de bien-être pour la population ;

Considérant qu'un règlement clair, accessible et cohérent permet de prévenir les conflits d'usage, de responsabiliser les usagers et de faciliter l'intervention des agents communaux ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

D E C I D E :

Article 1 : Périmètre

Le présent règlement d'ordre intérieur a pour objet d'organiser et de réglementer l'utilisation des aires de loisirs appartenant à la Ville de Mouscron, situées sur son territoire, ci-après dénommées « le site ».

Article 2 : Respect du Règlement Général de Police et des injonctions

Le Règlement Général de Police de la Ville de Mouscron est pleinement applicable sur le site. Les usagers doivent s'y conformer, ainsi qu'aux instructions verbales données par le personnel habilité.
En particulier, l'article 83 du Règlement Général de Police stipule :

«Prescriptions et injonctions applicables aux lieux publics, squares, parcs, jardins publics et autres propriétés communales.

§1. Dans les endroits visés par la présente section, le public doit se conformer aux :

- *prescriptions ou interdictions contenues dans les règlements particuliers d'ordre intérieur par les avis ou pictogrammes y établis ;*
- *injonctions faites par les gardiens, surveillants et généralement par toute personne dûment habilitée en vue de faire observer les prescriptions ou interdictions ci-dessus.*

§2. L'accès aux propriétés communales est interdit par tout autre endroit que l'entrée régulière.

§3. Dans ces mêmes propriétés, toute personne qui se conduit d'une manière contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre et à la tranquillité publics est rappelée à l'ordre et, si elle persiste à causer du scandale ou du désordre, est expulsée provisoirement par le gardien, le surveillant et/ou généralement par toute personne dûment habilitée.

Sont toujours considérés comme contraire aux bonnes mœurs, et dès lors strictement interdits dans les endroits visés par la présente section, l'exposition à la vente d'objets à caractère pornographique, ainsi que la diffusion, par le biais d'exposition, de vente de livres, de supports audiovisuels ou par tout autre moyen, d'idées faisant l'apologie du nazisme, du terrorisme ou de toute autre idéologie contraire à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ».

Article 3 : Horaires d'ouverture

Le site est ouvert tous les jours avec des variations selon les saisons (8h - 20h ou 9h – 18h) et les particularités de chaque aire de loisirs. Certaines zones équipées d'infrastructures sportives (comme les agoras) peuvent avoir des horaires spécifiques.
Les horaires sont affichés à l'entrée de chaque site.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La fréquentation est interdite la nuit. La fermeture des grilles vaut interdiction d'accès.
En cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, sécurité, etc.), l'accès pourra être restreint ou interdit. Une signalisation sera mise en place aux entrées principales.

Article 4 : Accès au public

L'entrée est gratuite et doit se faire exclusivement par les accès désignés.
L'accès est interdit aux personnes en état d'ivresse ou sous l'emprise de stupéfiants.
Les usagers doivent adopter une tenue et une attitude respectueuses des bonnes mœurs.
Il est interdit :

- De fumer/vapoter sur l'ensemble du site ;
- D'introduire ou consommer des boissons alcoolisées ou des stupéfiants ;
- D'organiser des repas collectifs ou des événements sans autorisation préalable du Collège communal ;
- De pratiquer le commerce ambulant ;
- D'accéder aux zones de travaux ou aux locaux techniques ;
- De camper ou d'installer des tentes ;
- De grimper aux arbres/clôtures ;
- De vendre ou distribuer des objets, aliments ou boissons, même gratuitement.

Article 5 : Circulation et stationnement

Seule la circulation piétonne est autorisée.
Les véhicules motorisés sont interdits, sauf dérogation accordée par le Collège communal (à demander au moins un mois à l'avance).
Par mesure de sécurité, les vélos, trottinettes et autres engins roulants sont interdits, sauf dans les zones spécifiquement *aménagées* et indiquées par une signalisation (parc communal, skate-parks, etc.).

Article 6 : Accès aux animaux

Conformément à l'article 49, §9 du Règlement Général de Police de la Ville de Mouscron :

- Accès autorisé uniquement aux animaux domestiques tenus en laisse. L'introduction d'animaux sur le site est interdite, à l'exception des chiens et autres animaux domestiques, à condition qu'ils soient tenus en laisse non extensible d'une longueur maximale de 2 mètres + muselière obligatoire pour les chiens de catégorie I. Ces animaux doivent être maîtrisés en tout temps afin de garantir la sécurité et la tranquillité des usagers, et éviter tout dégât aux installations ou aux plantations.
- Les chiens de grande taille (plus de 40 cm au garrot et/ou plus de 20 kg) doivent impérativement être tenus par une personne majeure.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, l'accès aux zones de jeux (composées de copeaux, dalles amortissantes, sols souples, sable, etc.) est strictement interdit aux animaux. Les animaux peuvent circuler uniquement sur les allées du site.
Chaque propriétaire est tenu de veiller à ce que son animal ne souille pas le site. Il doit être muni de tout moyen nécessaire pour ramasser les déjections de son animal.

Article 7 : Protection de l'environnement

Il est interdit :

- De cueillir ou détériorer la végétation ;
- De prélever ou déposer de la terre ;
- De nourrir, chasser ou effrayer les animaux ;
- De détruire les nids ;
- D'allumer des feux ;
- De jeter des déchets en dehors des poubelles prévues ;
- De ne pas respecter les zones de tri présentes sur certains sites.

Article 8 : Activités sportives et aires de jeux

Le site est destiné à la détente et aux loisirs. Les activités sportives y sont autorisées, à condition qu'elles ne perturbent pas la tranquillité des autres usagers.
Les utilisateurs peuvent accéder aux jeux adaptés à leur tranche d'âge, dans le respect des panneaux indiquant les catégories d'âge.

L'entraînement sportif collectif organisé par des clubs ou des associations et tout événement sportif doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le Collège communal et sollicitée auprès du service des sports (056.860.233 -sport@mouscron.be) au plus tard un mois avant l'événement (3 mois pour les événements de grande ampleur).
Il en est de même pour tout événement de nature festive, culturelle ou autre.

Article 9 : Responsabilités

Les usagers sont responsables des dommages causés par eux-mêmes, leurs animaux ou les objets sous leur garde.

La libre utilisation par les enfants des jeux mis à disposition sur le site est placée sous la surveillance des parents ou des personnes qui en ont la garde.

Article 10 : Sanctions

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Toute infraction aux dispositions du présent Règlement d'Ordre Intérieur ou au Règlement Général de Police sera constatée par procès-verbal par les personnes habilités (police, Gardiens de la Paix, agents constatateurs...) et sanctionnée d'une amende administrative.

Article 11 : Exécution

Le présent règlement a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 13 octobre 2025.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR, — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE , M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN , M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

139 ÈME OBJET : **GILLES DE LA MAIN – DÉPENSES POUR COMPTE DE TIERS – RÉGULARISATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à -8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la Fête de la Main de Dottignies qui s'est déroulée le week-end du 19 au 22 septembre 2025 ;

Considérant la demande de l'association Les Gilles de la Main que la ville de Mouscron prenne en charge la réception le dimanche 21 septembre 2025 ;

Vu la décision favorable du Collège communal en sa séance du 15 septembre 2025 ;

Considérant que la demande nous est parvenue tardivement et que l'approbation préalable par le Conseil communal doit être régularisée ;

Considérant que la ville de Mouscron estime cette dépense à un montant total de 100 € ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la directrice financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article unique : D'accorder à l'association Les Gilles de la Main, la prise en charge de la réception du 21 septembre 2025, considérée comme une dépense pour compte de tiers.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 53 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR, — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN , M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

140 ÈME OBJET : **ASSOCIATION DES GILLES HURLUS – DÉPENSES POUR COMPTE DE TIERS – RÉGULARISATION.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à -8 et L1122-30 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la circulaire du Ministre Furlan du 30 mai 2013 relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la Fête des Hurlus qui s'est déroulée le week-end du 03 au 05 octobre 2025 ;

Considérant la demande de l'association des Gilles Hurlus que la ville de Mouscron prenne en charge la réception le samedi 04 octobre 2025 ;

Vu la décision favorable du Collège communal en séance du 29 septembre 2025 ;

Considérant que la demande nous est parvenue tardivement et que l'approbation préalable par le Conseil communal doit être régularisée ;

Considérant que la ville de Mouscron estime cette dépense à un montant total de 100 € ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la directrice financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article unique : D'accorder à l'association des Gilles Hurlus la prise en charge de la réception du 04 octobre 2025, considérée comme une dépense pour compte de tiers.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

141 ème OBJET : **CELLULE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL – PRIME EMBELLISSEMENT/RÉNOVATION FAÇADE - VALIDATION DOSSIER GRAND CENTRAL.**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du conseil communal du 25 avril 2022 approuvant le règlement Primes embellissement et/ou rénovation de façades commerciales ;

Vu l'introduction d'une demande de prime :

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Grand Central	Restaurant	Rue de la Station, 182 7700 Mouscron	6.000 €

Vu la décision du jury de valider ce dossier ;

Vu la décision du Collège du 15.09.2025 de valider la décision du jury concernant le dossier « Grand Central » ;

Considérant que le dossier remplit toutes les conditions pour bénéficier de la prime ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget de l'exercice 2025, article 529/321FA-01 ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - De valider la décision du jury qui approuve l'octroi d'une prime d'un montant de 6.000€ (six mille euros) pour le candidat « Grand Central » retenu sur le budget de l'exercice 2025 dans le cadre de la Prime embellissement façade, à savoir :

Nom du commerce	Type de commerce	Adresse	Montant estimé de la prime
Grand Central	Restaurant	Rue de la Station, 182 7700 Mouscron	6.000 €

Art. 2. - D'appliquer la procédure d'octroi de la prime et les modalités de liquidation des primes précisés dans le règlement, à savoir :

A. Envoi par les candidats retenus d'une lettre de créance reprenant le montant exact demandé sur base des dépenses valablement justifiées ;

B. Versement de la prime sur base des pièces justificatives correspondantes et d'une déclaration de créance.

Art. 3. – De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

GM

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL TRIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

142ème OBJET : **CELLULE ENVIRIONNEMENT - MARCHE DE SERVICES - TRANSFERT ET TRANSPORT DURABLE DES DÉCHETS MÉNAGERS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer un marché pour le transfert et le transport des déchets vers l'incinérateur de Thumaide ;

Vu le cahier des charges N° 2025-1005 relatif au marché "Transfert et transport durable des déchets ménagers" ;

Considérant que ce marché est passé pour une durée de 3 années (01.01.2026 au 31.12.2028) qui pourra être répété une fois pour une durée de trois années (01.01.2029 au 31.12.2031) sur base de l'article 42 § 1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 28.925,61 € hors TVA ou 35.000,00 €, 21% TVA comprise par an ou à 86.776,83 € hors TVA ou 105.000,00 €, 21% TVA comprise pour la première période de trois années ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par Anthony Acke - 056/860.263 – Réf. CMP/2025/AA

Considérant que le montant global estimé de ce marché avec la répétition s'élève à 173.553,71 € hors TVA ou 210.100,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont elle aura besoin ;

Considérant que les crédits permettant les dépenses seront inscrits au budget communal des exercices 2026 à 2028, service ordinaire, article 876/124-06 ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier a été transmis en date du 22 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable délivré par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente délibération ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2025-1005 et le montant estimé du marché "Transfert et transport durable des déchets ménagers". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant global estimé de ce marché avec la répétition s'élève à 173.553,71 € hors TVA ou 210.100,00 €, 21% TVA comprise.

Art. 2 - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art. 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 4. - De financer les dépenses par les crédits qui seront inscrits au budget communal des exercices 2026 à 2028, service ordinaire, à l'article 876/124-06.

Art. 5- La présente délibération ne sortira ses effets que lorsque les voies et moyens destinés au paiement des dépenses auront été complètement réunis et définitivement admis.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

CONTRÔLE MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS :
DATE : 03/09/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

143e OBJET : **PROGRAMME TRANSFRONTALIER INTERREG VI FRANCE – WALLONIE – VLAANDEREN – CONVENTION ENTRE OPÉRATEURS RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU MICRO-PROJET « 0800713MORO » - APPROBATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Vu la Déclaration de Politique Communale par laquelle le Collège communal s'engage à faire de la culture un axe stratégique majeur pour renforcer l'attractivité de la ville et à rendre la culture accessible à tous, et particulièrement aux jeunes, par des programmes de sensibilisation dans les écoles;

Vu le Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Vu le Règlement (UE) 2021/1059 du Parlement européen et du Coneil du 24 juin 2021 portant dispositions particulières relatives à l'objectif « Coopération territoriale européenne » (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur ;

Vu l'approbation du programme de coopération Interreg VI France-Wallonie-Vlaanderen par les Autorités partenaires du programme lors de la réunion du Comité de Suivi Interreg V du 21 octobre 2022 ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD relatives à l'octroi et au contrôle de l'utilisation des subventions ;

Vu la convention de partenariat et son avenant du 8 février 2024, relative à la gestion, le financement, la mise en œuvre et le suivi du programme ainsi que le contrôle des dépenses signée le 7 octobre 2022 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'approbation du programme de coopération Interreg VI France-Wallonie-Vlaanderen par la Commission européenne du 29 novembre 2022 – Décision CCI 2021TC16RFCB039 et la décision modificative du C(2023)8042 du 20 novembre 2023 ;

Vu les documents de référence applicables au programme, dont copie est disponible aux soussignés via le site internet du programme et via l'application de gestion du programme ci-après dénommée Jems ;

Vu la volonté conjointe de la Ville de Mouscron et de la Ville de Roubaix de valoriser le patrimoine culturel local par la réalisation d'outils pédagogiques à destination des écoles ;

Vu l'opportunité offerte par l'appel à micro-projets dans le cadre de l'Interreg VI de financer un micro-projet de coopération transfrontière pour un montant maximum de 50.000€ subsidié à 100% ;

Vu le micro-projet « Tisser des liens par nos patrimoines communs » [0800713MORO] rédigé par les deux partenaires et approuvé par le Collège communal en date du 25 août 2025 ;

Vu la fiche micro-projet sollicitant le concours communautaire du FEDER au titre de l'axe prioritaire 6 objectif spécifique 6.3 introduite en date du 26 août 2025 ;

Vu la décision du Comité de Pilotage de l'Interreg VI France- Wallonie- Vlaanderen en date du 3 juin 2025 de valider le micro projet «0800713MORO » ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention de partenariat à signer entre les opérateurs du micro-projet, convention faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu les attestations d'engagement signées par l'opérateur chef de file et les opérateurs impliqués dans le micro-projet reprises en annexe 1, faisant partie intégrante de la présente délibération et convention y relative ;

Vu le programme détaillé, le contenu précis du micro-projet, son budget ainsi que son plan de financement prévisionnel exposés dans l'annexe 2, faisant partie intégrante de la présente délibération et convention y relative ;

Considérant la répartition budgétaire effectuée entre les partenaires sur base de leur implication dans les modules du micro-projet, soit 26.600€ pour la Ville de Roubaix et 23.400 € pour la Ville de Mouscron ;

Attendu que la présente décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice Financière ;

Considérant l'absence d'avis de légalité de la Directrice Financière.

Sur proposition du Collège Communal ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. -. d'approuver la convention entre opérateurs relative à la mise en œuvre du micro-projet « 0800713MORO ».

Art. 2. – de mandater Madame la Bourgmestre et Madame la Directrice générale pour signer cette convention.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 3. – de charger le Collège communal de l'exécution de cette convention.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

144ème OBJET : INSTRUCTION PUBLIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MOUSCRON ET L'ASBL « FUTUR AUX SPORTS » - CONDITIONS - APPROBATION

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30 et L3331-1 à 8 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur le Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi de subventions par les pouvoirs locaux ;

Attendu que l'ASBL « Futur aux sports » dont le siège est établi à 7700 Mouscron, rue de la Solidarité, 80, a développé avec la ville de Mouscron un partenariat relatif aux cours dispensés aux élèves de la section « football » de l'Ecole des sports à concurrence, pour l'année scolaire 2025-2026, de 1.024 heures de cours tant théoriques que pratiques ;

Attendu qu'à titre de participation aux frais exposés, la ville paiera à cette ASBL une somme de 2.674,69 € par mois ;

Considérant que le collège communal du 22 septembre 2025 s'est montré favorable à ce projet de convention ;

Considérant qu'il est nécessaire, dans un souci de transparence et de bonne gestion, de formaliser ce partenariat ;

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération et en faisant partie intégrante ;

Après en avoir délibéré ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - D'approuver le projet de convention de partenariat à conclure entre l'ASBL « Futur aux sports » et la Ville de Mouscron aux conditions énoncées dans le projet annexé à la présente délibération ;

Article 2. – De mandater Madame la Bourgmestre et Madame la Directrice générale pour signer ladite convention ;

Article 3. – De charger le Collège communal de l'exécution de ladite convention de partenariat.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

L'Echevin délégué,

D. VACCARI

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR, — ~~PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF ;~~

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN , M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

145

ÈME **OBJET :** **ACCORD TAX ON PYLONS III – MISE EN ŒUVRE - COMMUNICATION DE LA DELIBERATION DU COLLEGE COMMUNAL DU 15 SEPTEMBRE 2025.**

Le Conseil communal,

L'Assemblée prend connaissance de la délibération du Collège communal du 15 septembre 2025 portant sur la mise en œuvre de l'accord TAX ON PYLONS III, telle que reprise ci-dessous :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, article L1123-23, 12°/L2212-48 ;

Vu la circulaire du 29/07/2025 portant sur la procédure et les modalités de mise en œuvre du droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et provinciaux décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax On Pylons III;

Considérant que ce mécanisme de droit de tirage, dans un contexte budgétaire difficile, constitue une opportunité permettant d'accroître l'efficacité et le rendement des missions et d'améliorer les services aux citoyens;

Après en avoir délibéré ;

Considérant que l'avis de légalité est exigé conformément à l'article L 1124-40, § 1er, 3° et 4° du CDLD, qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité a été soumise en date du 09/09/2025 ;
Considérant l'avis Positif de la directrice financière remis en date du 12/09/2025 ;

A l'unanimité des voix ;

DECIDE :

Article 1er : D'adhérer au droit de tirage à destination des pouvoirs locaux et décidé par le Gouvernement wallon dans le cadre de l'Accord Tax On Pylons III.

Article 2 : De manifester son intérêt pour le(s) dépense(s) éligible(s) suivante(s) :

- ***CATEGORIE 1: Cybersécurité et Services de confiance*** *Audits, outils et formations en cybersécurité ;*

Adoption de services de confiance;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- ***CATEGORIE 2 : Dématérialisation et simplification administrative***

Dématérialisation des permis d'urbanisme et des permis uniques;
Digitalisation des services et démarches administratives des citoyens;
Processus RH digitalisé;

- ***CATEGORIE 3: Gouvernance de la donnée et Intelligence Artificielle***

Gouvernance stratégique de la donnée et open data ;
Accompagnement IA et formations IA secteur local;

- ***CATEGORIE 4 : Autres projets soutenus par la commune relevant de la stratégie Digital Wallonia.***

Article 3 : De recourir, le cas échéant et en cas de besoin, à une centrale d'achat ou à un marché public in house, pour liquider les moyens perçus en vertu du droit de tirage.

Article 4 : De ne pas instaurer de taxe directe ou indirecte sur les mâts, pylônes ou antennes télécoms d'une part et d'abroger une telle taxe si celle-ci est déjà en vigueur d'autre part.

Article 5 : De charger l'administration de la notification et de l'exécution de la présente décision.

Article 6 : Cette délibération sera transmise pour information au Conseil communal.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

146ème OBJET : **SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE : APPROBATION DES REGLEMENTS DES QUIZ VIASANO ORGANISES LORS DE LA BALADE GOURMANDE OCTOBRE ROSE 2025**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant la décision du Collège Communal en sa séance du 22/09/2025 d'avaliser l'organisation du concours Viasano dans le cadre de la Balade Gourmande Octobre Rose 2025 qui se déroulera le dimanche 19 octobre 2025 ;

Considérant l'approbation des règlements, par le Collège Communal, des quiz Viasano proposés dans le cadre de la balade Gourmande Octobre Rose en sa séance du 22/09/2025 ;

Considérant les règlements des quiz Viasano, tels que joints en annexe à la présente délibération et en faisant partie intégrante ;

- L'un concernant le quiz santé jusque 12 ans
- L'autre concernant le quiz santé des plus de 12 ans ;

Sur proposition du Collège Communal,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – D'approuver les règlements des quiz Viasano organisés lors de la balade gourmande Octobre Rose, le dimanche 19/10/2025 ;
Art. 2. - De charger le Collège Communal de l'exécution de la présente délibération.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

147e

... OBJET : **Règlement complémentaire communal sur le marquage du stationnement dans la rue de Saint-Léger**

Le Conseil communal

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant la demande des habitants de la rue de Saint-Léger à 7711 Dottignies ;

Considérant la proposition émise en réunion de Sécurité Routière en date du 21 mai 2025 relative à l'instauration de bandes de stationnement de chaque côté de la voirie et disposées en quinconce, rue de Saint-Léger à 7711 Dottignies ;

Considérant les résultats obtenus lors de l'enquête publique s'étant déroulée du 30 juin au 23 juillet 2025 ;

Vu l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 25 août 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

Suite de la délibération du Conseil communal du 13-10-2025 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur le marquage du stationnement dans la rue de Saint-Léger**

Par ... voix ;

DÉCIDE

Article 1 : Des bandes de stationnement sont marquées dans la rue de Saint-Léger sur les tronçons allant de la rue Couturelle à la place Valère Grimonpont, comme suit :
- Du côté impair, du n°35 inclus au n°47 inclus, du n°51 inclus au n°83 inclus, du n°133 inclus au n°183 inclus.
- Du côté pair, du n°104 inclus au n°126 inclus, du n°182 inclus au n°212 inclus.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par une large bande de couleur blanche délimitant l'espace de stationnement, du côté pair de la rue, conformément à l'article 75.2. de l'A.R. du 1er décembre 1975.

Article 3 : Cette mesure sera matérialisée par des panneaux E9a avec additionnels flèches montantes (début de la règlementation) et flèches descendantes (fin de la réglementation).

Article 4 : Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale, La Présidente,

N. BLANCKE A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale, La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

N. BLANCKE A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

148e

OBJET : RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE COMMUNAL SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE CONCERNANT LE MARQUAGE D'UN PASSAGE PIETONS A LA RUE DE LA DYNASTIE ET D'UN PASSAGE PIETONS A LA RUE DU PURGATOIRE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MOUSCRON

Le Conseil communal

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant la requête d'un riverain habitant le quartier du Risquons-Tout, demandant le marquage de passages piétons au carrefour formé par les rues de la Dynastie, du Purgatoire et du Général Fleury pour faciliter et sécuriser les traversées de voiries ;

Considérant l'avis favorable de la Cellule de Sécurité Routière en séance du 16 septembre 2025, de marquer un passage piéton dans la rue de la Dynastie au droit du n°97 de la rue du Purgatoire et de marquer un passage piéton à hauteur du n°97 de la rue du Purgatoire ;

Vu l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 22 septembre 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

Suite de la délibération du Conseil communal du 13-10-2025 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant le marquage d'un passage piéton à la rue de la Dynastie et d'un passage à la rue du Purgatoire sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Par ... voix ;

DÉCIDE :

Article 1 : Un passage piéton est établi dans la rue de la Dynastie au droit du n°97 de la rue du Purgatoire.

Article 2 : Un passage piéton est établi à hauteur du n°97 de la rue du Purgatoire.

Article 3 : La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'A.R. du 1er décembre 1975.

Article 4 : Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Article 5 : La présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

149e

OBJET : RÈGLEMENT COMPLÉMENTAIRE COMMUNAL SUR LA POLICE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE CONCERNANT LE MARQUAGE D'UN PASSAGE PIETONS A LA RUE DE BRUXELLES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MOUSCRON

Le Conseil communal

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant la requête de l'asbl Gestion Centre-Ville de marquer un passage piéton dans la rue de Bruxelles au droit de la Petite Rue et du n°48, pour faciliter et sécuriser la traversée de voirie ;

Considérant l'avis favorable de la Cellule de Sécurité Routière en séance du 11 juin 2025, de marquer un passage piéton dans la rue de Bruxelles au droit au droit de la Petite Rue et du n°48 ;

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Suite de la délibération du Conseil communal du 13-10-2025 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant le marquage d'un passage piéton à la rue de Bruxelles sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Considérant l'avis de la Direction des Déplacements doux et de la Sécurité des aménagements de voiries du SPW en date du 02 juillet 2025 proposant la matérialisation d'un passage piéton par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée ;

Vu l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 25 août 2025 ;

Par ... voix ;

DÉCIDE :

Article 1 : Un passage piéton est établi dans la rue de Bruxelles au droit de la Petite Rue et du n°48.

Article 2 : La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'A.R. du 1er décembre 1975.

Article 3 : Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Article 4 : La présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

150

OBJET : **Règlement complémentaire communal sur le marquage du stationnement dans la rue de Menin face au n°20 « Résidence des Jardins » sur le territoire de la Ville de Mouscron**

Le Conseil communal

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant la demande des résidents de la « Résidence des Jardins » sis au n°20 de la rue de Menin à 7700 mouscron ;

Considérant la proposition émise en réunion de Sécurité Routière en date du 12 mars 2025 relative à l'instauration de cinq places de stationnement, marquées par des bandes de stationnement, sur la parcelle communale limitrophe à la rue de Menin à 7700 Mouscron ;

Vu l'avis favorable du Collège communal en sa séance du 07 mai 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

Suite de la délibération du Conseil communal du 13-10-2025 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur le marquage du stationnement dans la rue de Menin, face au n°20 « Résidence des Jardins » sur le territoire de la Ville de Mouscron**

Par ... voix ;

DÉCIDE

Article 1 : Des bandes de stationnement sont marquées, sur la parcelle communale limitrophe à la rue de Menin, comme suit :
- Du côté pair, devant le n°20, « Résidence des Jardins ».

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par de large bande de couleur blanche délimitant l'espace de stationnement, du côté pair de la rue, conformément à l'article 75.2. de l'A.R. du 1er décembre 1975.

Article 3 : Cette mesure sera matérialisée par des panneaux E9a avec additionnels flèches montantes (début de la règlementation) et flèches descendantes (fin de la réglementation).

Article 4 : Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale, La Présidente,

N. BLANCKE A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale, La Bourgmestre,

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

N. BLANCKE A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

151e

... OBJET : Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant la réservation d'emplacements de stationnement pour les personnes détentrices de la carte européenne de stationnement sur le territoire de la Ville de Mouscron.

Emplacements réservés sur le territoire de Mouscron – VOIRIES COMMUNALES – Cité Michel Tiberghien, 18 - Ajout.

Le Conseil communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le règlement général du 1er décembre 1975 sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1977 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 complété par le texte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle sur les règlements complémentaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1991 modifiant l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale autorisant à stationner sans limitation de durée ;

Vu la Circulaire ministérielle du 3 Avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées telle que complété par la circulaire ministérielle du 25 avril 2003;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant la proposition émise par la Cellule de Sécurité Routière en sa séance du 16 septembre 2025, approuvée par le Collège Communal lors de sa séance du 29 septembre 2025 ;

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Suite de la délibération du Conseil communal du 13-10-2025 ayant pour objet : **Règlement complémentaire communal sur la police de la circulation routière concernant la réservation d'emplacements de stationnement pour les personnes détentrices de la carte européenne de stationnement sur le territoire de la Ville de Mouscron.**

Emplacements réservés sur le territoire de Mouscron – VOIRIES COMMUNALES – Cité Michel Tiberghien face au n°18 - Ajout

---

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la pleine et entière participation des personnes à la vie sociale et économique, et qu'il convient dès lors de rechercher les moyens pour faciliter leur libre circulation ;

Considérant que pour assurer cette pleine et entière participation des personnes handicapées à la vie sociale et économique, il y a lieu de créer 1 emplacement dans la Cité Michel Tiberghien, dans la zone de stationnement face au n°18 ;

Considérant que les mesures s'appliquent aux voiries communales ;

A ... des voix ;

D E C I D E :

Art 1er. - Le stationnement est réservé aux personnes détentrices de la carte européenne de stationnement sur les voiries communales dans la Cité Michel Tiberghien, face au numéro 18.

Art. 2. - La mesure est matérialisée par le signal E9a (« P ») comportant le sigle bleu représentant une personne en chaise roulante ou complété par le panneau additionnel comportant ledit sigle. Ce sigle peut être reproduit au sol en couleur blanche. Cette signalisation sera complétée, le cas échéant, par une flèche indiquant le début de la réglementation et la distance sur laquelle elle est applicable.

Art. 3. - Les mesures complémentaires contradictoires au présent règlement sont abrogées.

Art. 4. - Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent de la Région Wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

Dossier traité par le Bureau d'études MOBILITÉ
velo@mouscron.be – 056 860 538

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

2ème OBJET : BUDGET 2025 – MODIFICATIONS BUDGETAIRES N° 2 DU SERVICE ORDINAIRE ET N° 3 DU SERVICE EXTRAORDINAIRE.

Le Conseil communal siégeant en Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 71 à 75 ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 2004, 26 janvier 2006 et 5 juillet 2010 ;

Vu la décision du Conseil communal siégeant en Conseil de Police du 14 octobre 2024 arrêtant le budget de l'exercice 2025 ;

Vu l'arrêté d'approbation du 12 novembre 2024 du Gouverneur de la Province du Hainaut ;

Vu les ajustements internes n°1 approuvés par le Collège communal siégeant en Collège de Police en sa séance du 3 mars 2025 ;

Vu la décision du Conseil communal siégeant en Conseil de Police du 26 mai 2025 arrêtant les modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2025, services ordinaire et extraordinaire ;

Vu l'arrêté d'approbation du 11 juillet 2025 du Gouverneur de la Province du Hainaut ;

Vu la décision du Conseil communal siégeant en Conseil de Police du 1er septembre 2025 arrêtant la modification budgétaire n°2 du service extraordinaire ;

Vu les documents annexés ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E

Article 1er. - Les modifications budgétaires n° 2 du service ordinaire et n°3 du service extraordinaire au budget 2025 de la Zone de police de Mouscron sont arrêtées aux chiffres suivants :

1. SERVICE ORDINAIRE

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	25.101.495,26	25.101.495,26	
Augmentation	365.605,70	779.691,77	-414.086,07
Diminution	763.951,30	1.178.037,37	414.086,07
Résultat	24.703.149,66	24.703.149,66	

2. SERVICE EXTRAORDINAIRE

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	5.001.656,32	4.998.430,62	3.225,70
Augmentation	35.260,64	35.260,64	
Diminution	20.700,00	20.700,00	
Résultat	5.016.216,96	5.012.991,26	3.225,70

Art. 2. – La présente et les pièces annexes du dossier seront transmises pour approbation à l'autorité de tutelle.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

3ème OBJET : BUDGET 2026 - SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE.

Le Conseil communal siégeant en Conseil de Police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 71 à 75 ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la police locale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 2004, 26 janvier 2006 et 5 juillet 2010 ;

Vu les documents annexés ;

A des voix ;

D E C I D E

Article 1er. – Le budget de la Zone de Police de Mouscron pour l'exercice 2026 est arrêté aux chiffres suivants :

1. SERVICE ORDINAIRE

	Recettes	Dépenses	Solde
Ex. antérieurs	108.670,22	0,00	108.670,22
Ex. propre	25.230.417,21	25.339.087,43	-108.670,22
Prélèvements	0,00	0,00	0,00
Résultat	25.339.087,43	25.339.087,43	0,00

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2. SERVICE EXTRAORDINAIRE

	Recettes	Dépenses	Solde
Ex. antérieurs	3.225,70	0,00	3.225,70
Ex. propre	796.500,00	811.500,00	-15.000,00
Prélèvements	15.000,00	0,00	15.000,00
Résultat	814.725,70	811.500,00	3.225,70

Art. 2. – Une dotation communale d'un montant de 16.210.030,55 €, dont 1.268.331,33 € financés via le Plan Oxygène (prévue aux articles 330/435-01 et 33011/435-01 du budget communal) sera versée à la Zone de Police de Mouscron.

Art. 3. – La présente et les pièces annexes du dossier seront transmises pour approbation à l'autorité de tutelle.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL SIEGEANT EN CONSEIL DE POLICE

04

SEANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRESENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE ;

M. JOSEPH JEAN-MICHEL, — CHEF DE CORPS.

PROJET

4ème **OBJET : ZONE DE POLICE - MARCHE DE FOURNITURES – ACHAT DE VEHICULES – CENTRALE D'ACHAT DE LA POLICE FEDERALE - ADHESION AU CONTRAT COMMUN GO N° 260 « ACHAT ET ENTRETIEN DE VEHICULES » - PARTICIPATION DEFINITIVE**

Le Conseil communal siégeant en conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et ses modifications ultérieures, notamment l'article 33 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats ;

Considérant que ce dernier arrêté crée un modèle de coopération fédéral pour la gestion de marchés publics (contrats communs) ;

Considérant que cette réglementation met en place une politique d'achats centralisés homogène, commune aux différents services publics fédéraux, lesquels deviennent « participants actifs » chargés de coordonner des marchés publics de manière centralisée pour d'autres services publics fédéraux (et autres organismes publics) bénéficiaires ;

Considérant que, dans ce cadre, les contrats communs sont définis à l'article 1, 2° comme étant : « les marchés à passer ou passés dans le cadre de la politique fédérale d'achats par un participant actif ou passif qui agit comme centrale d'achat au bénéfice d'autres participants actifs et passifs ayant au préalable transmis une décision de participation définitive » ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant que les Zones de police peuvent adhérer à des contrats communs sous condition d'une part, de transmettre une déclaration d'intention au service désigné et, d'autre part, de confirmer leur participation définitive par la conclusion d'une convention d'adhésion préalable à la passation de chaque marché commun ;

Considérant qu'en l'espèce, la Zone de police a marqué son intérêt (déclaration d'intention) pour un contrat commun n° 260 (GO260) ayant pour objet « Achat et entretien de véhicules », géré par la Centrale d'achat de la Police fédérale (organisation en charge) ;

Considérant que ce contrat concerne un accord-cadre pluriannuel de fournitures pour l'acquisition et l'entretien de véhicules de police et anonymes ;

Considérant que le contrat est prévu pour une durée de 4 ans ;

Considérant que la Zone de police a été avertie par le SPF BOSA de la possibilité de participer définitivement audit contrat et doit dès lors confirmer son souhait d'adhérer au marché commun à venir ;

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet à la Zone de police, d'une part, de bénéficier de prix avantageux et, d'autre part, de simplifier le processus d'acquisition de services puisqu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés pour ce type de fournitures ;

Considérant que la convention d'adhésion, complétée avec les quantités estimées, doit être approuvée par l'organe compétent pour la passation des marchés publics, en l'espèce, le Conseil communal siégeant en Conseil de police ;

Considérant qu'il est donc proposé d'adhérer à la convention de participation définitive annexée à la présente décision ;

Considérant en outre qu'il y a lieu de fournir un estimatif des quantités annuelles de véhicules souhaités par la Zone de police pour les 4 années à venir ;

Considérant que les besoins de la zone de police pour ledit contrat commun peuvent être estimés à 706.611,57 € hors TVA ou 855.000,00 €, 21% TVA comprise pour toute la durée du marché et selon les besoins : Voir annexe « CC N°260_ParticipationDéfinitive_Participant via centrale d'achat » ;

A voix ;

D E C I D E :

Article 1er - D'adhérer définitivement au contrat commun n° 260 (GO260) ayant pour objet « Achat et entretien de véhicules », géré par la Centrale d'achat de la Police fédérale (organisation en charge).

Art. 2 - D'approuver la convention d'adhésion (participation définitive), telle qu'annexée à la présente délibération.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 3 – De fournir au SPF BOSA l'estimatif des quantités souhaitées par la Zone de police pour 4 ans.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

CONTRÔLE MARCHÉS PUBLICS
OBSERVATIONS :
DATE : 24/09/25

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON